PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS UNISSEZ-VOUS

L'Humanité

Fondateur : JEAN JAURÈS

ORGANE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE (S.F.I.C.)

20 Centimes

142, Rue Montmartre, 142
PARIS (2e)

VINGT ET UNIEME ANNEE. — N° 7691 — MERCREDI 3 DECEMBRE 1924

Les opportunistes, confortablement installés dans le parti ouvrier, sont des ennemis bourgeois de la révolution prolétarienne qui, en temps de paix, accomplissent leur travail de pénétration bourgeoise dans le mystère, et, aux époques de crises, se manifestent à l'instant comme des alliés de toute la bourgeoisie, de tout le bloc bourgeois, des conservateurs jusqu'aux radicaux et aux démocrates, des libres-penseurs aux religieux et aux cléricaux.

LENINE (1917).

Autour des élections allemandes

A cinq jours des élections, il n'est pas un Parti qui ait réuni contre lui une telle coalition de haines, de calomnies et de mensonges que notre Parti frère d'Allemagne.

La presse réactionnaire de toutes couleurs pleines d'encouragements et de vœux pour les gens du « Reichbanner », ne trouve pas d'expression, pour outrager nos camarades.

Les journaux démocrates et socialistes eux, usent d'une veille, très vieille corde pour discréditer le Parti communiste d'Allemagne. Il n'est pas un incident qu'ils n'exploitent pour accréditer la légende stupide des « communistes auxiliaires de la réaction ».

Ces messieurs de la social-démocratie internationale opèrent une étrange substitution des rôles.

La social-démocratie auxiliaire du fascisme

Qui donc, il y a une année à peine préféra la collaboration avec Stresemann à la lutte contre la réaction ?

Qui donc dans la Grande Coalition prépara la voie au fascisme ?

Qui, sinon la social-démocratie allemande ?

Qui donc, après octobre, a subi les coups de la réaction la plus féroce ? Qui, sinon le Parti Communiste ?

Octobre n'a pas signifié l'écrasement de la social-démocratie par le fascisme : octobre a signifié l'alliance intime active du fascisme et de la social-démocratie contre la classe ouvrière.

Après octobre, la réaction a eu assez de confiance dans les capacités antiouvrières des Noske, des Sévering, des Ebert pour les maintenir en fonctions.

C'est le Parti communiste qui compte le plus d'emprisonnés, c'est lui dont les meilleurs fonctionnaires et propagandistes sont incarcérés, dont la presse est interdite et les réunions électorales prohibées. C'est lui et lui seul qui exprime la résistance d'un prolétariat frappé et asservi. Incapable de ruiner son influence autrement que par la force, la bourgeoisie et la social-démocratie utilisent contre le communisme les moyens extrêmes de l'oppression réactionnaire.

Pourquoi cet acharnement ?

C'est parce que le capitalisme allemand est aujourd'hui le mandataire des puissances impérialistes mondiales ; en leur nom, il doit briser par la terreur les énergies prolétariennes. En leur nom, pour que l'anneau de la chaîne ne soit pas rompu, il doit créer un gouvernement *férocement stable*, un « gouvernement Dawes », un gouvernement d'esclavage.

Les capitalistes allemands savent que seuls les communistes combattent le Plan Dawes, que seuls ils sont capables d'élargir et d'approfondir les conflits qui naîtront de l'application du plan.

Ils savent que dans la mesure où grandira l'influence du « plan des experts ouvriers », celle des mots d'ordre complémentaires de socialisation des moyens de production et de conquête du pouvoir, l'anneau allemand de la chaîne mondiale de l'impérialisme perdra de sa solidité.

Dans leur lutte anticommuniste, bourgeois et social-démocrates allemands sauvegardent l'ordre capitaliste international. La lutte des communistes alle-

LE RENEGAT EBERT
vu par le dessinateur Grosz

mands pour le Plan des Experts prolétariens dépasse les frontières du Reich, elle est une lutte révolutionnaire du prolétariat international pour la rupture du front impérialiste !

Le 4 mai dernier, la politique de Poincaré dans la Ruhr, les signes annonciateurs d'une crise nouvelle avaient déterminé le lamentable effondrement des Partis du centre. Depuis sont intervenus les accords de Londres, et avec eux l'illusion d'une détente internationale, d'une atténuation des antagonismes des classes et des nations.

Le sens des élections

Les élections ont lieu au moment où le Plan Dawes a semé des illusions, et où ses effets sont encore localisés. C'est la répression anticommuniste d'abord, sur les illusions issues du Plan Dawes ensuite que se fondent les Partis moyens pour escompter leur victoire.

Les ouvriers français devront se rendre compte que la campagne de leurs camarades dépasse de beaucoup le cadre parlementaire. *Son résultat ne s'exprimera pas par le chiffre des voix communistes ; mais par le succès que rencontrera le plan des Experts ouvriers dans les Comités d'usine*, par la croissance de l'influence communiste dans les organisations ouvrières, par le réveil des paysans, par le succès de la campagne pour l'unité syndicale.

Quelle que soit la répartition des sièges, le prochain Reichstag ne sera pas l'expression de la volonté des masses, mais l'exécuteur des volontés capitalistes internationales.

Et quelle que soit sa représentation parlementaire, enraciné dans les bagnes industriels, le parti frère d'Allemagne restera le seul et le plus solide instrument de libération des larges masses du Reich.

LE FASCISME VIENT AU GALOP

Tous les partis à la curée contre le Communisme !

Oui, décidément, partout le communisme fait le jeu de la réaction !

— Ainsi en Esthonie on fusille un camarade du Parti, l'ouvrier Tomp, uniquement accusé de propagande. On condamne à plusieurs centaines d'années de prison 141 ouvriers révolutionnaires esthoniens aussi innocents que Tomp, victime héroïque de notre combat de classe. On en tue une cinquantaine au cours d'un combat livré pour délivrer les emprisonnés. Ces communistes assassinés et jetés en prison pour le reste de leur vie sont évidemment vendus à la réaction, n'est-ce pas, messieurs les socialistes ?

— En Allemagne, les communistes aussi font le jeu de la réaction. Pour crime de communisme, nombre de leurs députés sont incarcérés avec une dizaine de mille d'ouvriers et de militants ? Nos camarades sont à travers le Reich traqués de toutes manières ; les persécutions contre eux sont quotidiennes ; bref, le gouvernement d'Ebert « *prépare les élections* » ; les journaux bourgeois et les socialistes de chez nous annoncent que les communistes vont, dimanche, perdre des sièges. Je crois bien ! Mais que signifient des élections ainsi truquées au cours desquelles on baillonne les militants de tout un parti redouté et des milliers d'ouvriers honnêtes auxquels on ne peut rien reprocher que leur qualité de révolutionnaires ?

— En France, que voyons-nous ? Il se prépare ouvertement contre la classe ouvrière gagnée à nos idées, contre notre Parti, contre ses militants, un fascisme de grande envergure. Les grands journaux, de plus en plus, ne s'occupent que du communisme.

Depuis le 23 novembre, Taittinger et les hommes de Billiet réclament des mesures énergiques contre les nôtres. L'archevêque de Paris lance un cri d'alarme et demande des mesures ! D'autre part, voici le ministre anglais des affaires étrangères qui annonce sa venue à Paris, et le sujet de la conversation qu'il projette avec Herriot, c'est la propagande communiste aux colonies et les moyens d'*action commune* que doivent concerter les impérialistes pour conjurer « le danger de la propagande de la 3e Internationale » !

Le *Temps* écrit hier : « *Il n'y a pas de milieu pour le monde civilisé* en présence du péril communiste qui surgit de toutes parts : *il faut se défendre ou mourir* ».

Les *Débats* insistent : « Le monde entier est menacé par les bolchevistes : de la Chine à l'Afrique du Nord, le réseau de la propagande moscovite s'étend en mailles de plus en plus serrées. *Les sociétés civilisées doivent se défendre* ».

Ainsi, partout, contre le communisme, s'élèvent des cris de haine ! Aux vociférations des bourgeois et des capitalistes répondent les insultes des socialistes plus enragés que les gouvernants eux-mêmes. La Sainte-Alliance des intérêts et des privilèges est en train de s'établir dans toute l'Europe contre la Révolution russe et les ouvriers qui suivent ses directives. Il est encore beaucoup d'ouvriers sous l'empire des mensonges de leurs chefs S.F.I.O. qui ne cessent de répéter que les communistes sont à la solde du capitalisme. Contre de pareilles ignominies, tous les travailleurs ne tarderont pas à ouvrir les yeux et à se joindre à nous pour défendre énergiquement leur classe menacée.

Marcel CACHIN.

LES EVENEMENTS D'ESTHONIE

L'offensive impérialiste contre le Communisme international

Les troubles survenus à Reval semblent avoir provoqué une grande inquiétude dans le monde bourgeois.

Le *Temps*, qui s'en fait l'interprète, parle tout bonnement de l'organisation d'une *révolution* esthonienne par l'Internationale communiste. Est-il besoin de mettre en relief le ridicule de l'assertion ? Les troubles d'Esthonie ne sauraient être assimilés à la Révolution prolétarienne. Ils ne sont pas non plus un « putsch » sporadique ; ils constituent la riposte violente des ouvriers révolutionnaires aux provocations de la terreur blanche.

Contre le « péril communiste », le *Temps* réclame l'organisation d'une véritable croisade. La « bourgeoisie faite journal » ne saurait considérer sans la plus compréhensible angoisse que le monde des opprimés veuille secouer le joug séculaire de l'impérialisme. L'influence croissante de l'Internationale communiste, de la Russie bolcheviste dans le monde asiatique, parmi les parias coloniaux, remplit d'effroi les capitalistes.

Reprenant les arguties de tous les gouvernements impérialistes, ceux de Grande-Bretagne, d'Esthonie, le *Temps* questionne : quels rapports existent entre l'U. R. S. S. et l'Internationale ?

La première est-elle « complice » de la propagande de la seconde ?

La réponse est claire : l'Internationale communiste proclame hautement que les peuples opprimés ont le droit de secouer le joug de l'impérialisme ; elle ajoute que les travailleurs des métropoles ont le devoir de les aider dans cette lutte libératrice !

L'Union des R.S.S. est dans le monde le seul Etat qui ait donné une solution équitable à la question des rapports avec les minorités nationales, le seul pour qui le « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes » ne soit pas une odieuse duperie !

Quoique fasse l'impérialisme, quoique écrive le *Temps*, le programme de l'I. C., l'exemple de l'U.R.S.S. s'imposeront chaque jour davantage au monde des opprimés.

20 exécutions

Vingt des chefs du mouvement communiste arrêtés hier ont été condamnés à mort ce matin par le conseil de guerre de Reval et ont été immédiatement exécutés. — (*Radio.*)

Les grévistes de Douarnenez sont résolus

Les grévistes continuent avec une ampleur grandissante leur admirable mouvement.

Non seulement aucune défaillance ne s'est manifestée, mais au contraire tous les jours des éléments nouveaux rejoignent leurs camarades en lutte.

Dimanche soir les grévistes organisèrent un bal populaire et c'est au son de l'*Internationale* que dansèrent des milliers de travailleurs.

Une réunion monstre fut organisée lundi soir et les Halles étaient trop petites pour contenir l'auditoire.

Hier, distribution de secours et soupes communistes.

Un appel pressant est fait à toutes les organisations ouvrières pour secourir les grévistes.

Adresser les fonds : Chèque postal 649-08, Paris, Boville, secrétaire de l'alimentation, 33, rue de la Grange-aux-Belles.

Appel à la solidarité des Bretons

Un groupe d'ouvriers de Douarnénez habitant Paris fait un appel pressant à tous les ouvriers et ouvrières originaires de la région. Déjà plusieurs listes de souscription circulent et hier une somme de 505 francs a été expédiée à Douarnenez.

Nos camardes doivent savoir que la vie est aussi chère là-bas qu'ici et pour que les travailleurs en grève tiennent jusqu'au bout ils doivent apporter leur obole.

Des listes de souscription sont déposées chez Friant, 16, rue de l'Arrivée, Paris (15e).

Enfin, on reparle de l'Amnistie

M. Herriot se moque du monde. Voilà six mois qu'il est au pouvoir et la loi d'amnistie, promise formellement aux électeurs du 11 mai, n'est pas encore votée.

La commission de législation civile et criminelle de la Chambre s'est pourtant décidée à se réunir lundi prochain pour examiner le projet d'amnistie sabotée qui vient de lui faire retour du Sénat.

Au train où vont les choses, même cette caricature d'amnistie, sortie des délibérations du Parlement, ne sera pas votée avant la fin de l'année.

CEUX QUI N'ONT PAS 20 FRANCS PAR JOUR

Tramways, autobus et bateaux parisiens

Le cri dominant parmi toutes les notes que nous recevons des dépôts et des ateliers, c'est : *gabegie, gabegie !*

Gabegie, pillage, vol ! Telles sont en effet les caractéristiques de l'exploitation des

Receveur faisant l'aiguillage

T. C. R. P. par les coquins auxquels le département a confié ce grand service public.

Les ouvriers nous disent : Sans doute, les salaires sont bas, sans doute, la rigueur vraiment militaire de cette administration, la morgue des chefs nous sont odieuses. Mais ce qui nous révolte le plus, c'est de voir sacrifier dans une orgie de pillage, les intérêts de la communauté qui se sert des transports ou qui en solde le déficit.

Grand levage Floréal

Nous avons vu hier à l'atelier central Championnet quelques illustrations bien intéressantes des manœuvres de la clique à Mariage. En voici d'autres :

A l'A. G. L. Floréal (Les Lilas) les chefs ne manquent pas. Pour 300 ouvriers, on compte 1 inspecteur principal, 1 inspecteur de dépôt — celui-ci mérite une mention spéciale : il se croit garde-chiourme à Cayenne — 1 chef d'atelier, 4 contremaîtres, 6 chefs d'équipe et 8 « faisant fonction » de contremaîtres.

Avec tant de généraux, et en particulier avec les 4 contremaîtres dont l'absence serait très profitable au travail, avec des chefs incompétents qui mènent le personnel à grands coups de gueule, doit-on s'étonner des démissions continuelles, quotidiennes, de l'embauchage toujours ouvert ?

Arriver une minute en retard, c'est « une demi-journée en bas », ou la suppression de la prime pour plusieurs jours. Un de nos camarades qui avait fait circuler une liste de souscription se vit supprimer récemment sa prime de recette pour quinze jours.

Voici maintenant pour l'hygiène : Au vestiaire, un placard pour deux ouvriers, agencement déplorable ; lavabos à 200 mètres du vestiaire et même pas 30 robinets pour 300 ouvriers. Le chauffage en hiver est assuré par quelques braseros. A l'atelier de peinture où les choses ont été faites dans les règles, un système de chauffage central consomme 700 kilos de charbon par jour pour réussir à élever la température à 5 degrés au-dessus de zéro.

(Quelque ami ou associé de M. Mariage devait avoir une occasion « à profiter ».)

Les voitures sont peintes avec le fameux « pistolet » qui pulvérise la peinture et emplit bientôt l'atelier d'une fine poussière de goutelettes que les ouvriers respirent.

Quelques-uns d'entre eux ayant refusé d'effectuer le travail avec cet instrument dangereux, on abaissa leur prime-horaire de travail.

M. Naudin, préfet de la Seine, n'a-t-il pas répondu à un conseiller général qui lui posait la question, que le pistolet automatique était un instrument inoffensif et même très salubre !

Le travail est un véritable « sabotage » en raison du matériel défectueux. La direction refuse de délivrer l'indispensable et les bons établis par les chefs d'équipe sont déchirés par l'inspecteur principal.

Le mot d'ordre est de ne rien dépenser, paraît-il. Ce qui n'empêchera pas qu'en fin d'année on trouvera dans la ferraille un lot important de pièces neuves dont on s'est débarrassé pour passer commande de semblables à M. Mariage, — pas à celui de la S. T. C. R. P., mais à l'autre, celui des sociétés à administrateurs communs.

A l'atelier de menuiserie, on ne manque pas de planches, certes non, ni d'outils, ni de machines, ni d'ouvriers

Mais c'est par l'extérieur qeu sont faites les fournitures de bois, en particulier de planches rabotées.

Récemment, une commande de 60 boîtes à accumulateurs fut passée. Les boîtes furent livrées trop étroites. Pour ne pas les démolir, il fallut enlever 6 mm. de bois sur toutes les parois... et au ciseau.

De même pour les courbes de plate-forme centrale fournies par l'industrie privée. Livrées trop courtes, il faut que les menuisiers les « entent » à chaque bout pour la voiture du type G. 58.

Enfin, scandale des scandales : Après le rachat de l'Est Parisien, il restait en magasin assez de pièces pour monter trente voitures de tram du type E. Jamais ces pièces n'ont servi : Ferraille !

La S. T. C. R. P. dégoûte jusqu'aux coloniaux

Nous avons sous les yeux la nomenclature exacte des ouvriers coloniaux embauchés dans un atelier de la S. T. C. R. P. pendant un mois. Elle va nous permettre d'établir que ce n'est pas la mauvaise volonté ou le parti pris des ouvriers français qui leur dictent les graves doléances dont ils font part.

Les ouvriers coloniaux eux-mêmes dont les exigences sont faibles cependant, ne peuvent pas rester au service d'une société dont la clique Mariage a fait la plus redoutable des bagnes.

Voici la statistique du mois d'août pour un seul atelier :

Sur 57 ouvriers algériens embauchés, 20 quittent le service de la S. T. C. R. P. avant le mois écoulé : 1 dès le premier jour, 3 après un jour, 2 après 3 jours, 2 après 4 jours, 3 après 5 jours, 2 après une semaine, 3 après 9 jours, 1 après 10 jours, 1 après 25 jours et 1 après 26 jours.

Quant aux autres, une bonne partie d'entre eux a encore tiré sa révérence à M. Mariage au cours du mois suivant.

De tels chiffres et un tel exemple ont leur éloquence.

Ils prouvent que les ouvriers coloniaux, si courbés qu'ils aient l'habitude d'être sous l'exploitation, n'aiment pas la fréquentation des négriers de la S. T. C. R. P.

L'enquête sur les fonds électoraux

LA COMMISSION SE RÉUNIRA LA SEMAINE PROCHAINE

Hier soir, les listes des délégués des différents partis à la commission des 33 ont été remises au secrétariat de la Chambre. Le Parti Communiste a désigné pour siéger au sein de cette commission nos camarades Garchery et Renaud Jean.

Déjà la presse bourgeoise pour essayer de donner le change s'efforce de couvrir d'insultes et de boue notre Parti qui est le premier à avoir demandé la mise en accusation de Billiet et révélé à une séance de la Chambre demeurée fameuse au cours de la précédente législature, la collusion de la plupart des députés, — radicaux y compris —, avec l'Union des Intérêts Economiques.

On menace à ce propos le Parti dans l'organe de M. Renaudel, de révélations sensationnelles. On parle de candidats communistes achetés par M. Billiet, on colporte les ragots les plus écœurants, les calomnies les plus viles.

Certes il a pu se faire que sur les 600 candidats présentés par le Parti aux élections dernières, quelques individus peu scrupuleux aient pu se glisser. C'est ce qui s'est produit dans les Pyrénées-Orientales avec le cas Cabanes. Mais le Parti, lui, ne redoute pas le grand jour. Cabanes a été exclu publiquement et l'*Humanité* a été la première à narrer l'histoire du fameux chèque de 5.000 francs.

Mais si certaines brebis galeuses ont pu se glisser dans nos rangs, malgré la discipline de fer du Parti, on se doute du trafic d'argent et d'influences qui a pu se faire parmi les listes bourgeoises.

Il est hors de doute que l'*Union des Intérêts Economiques* a versé des sommes considérables pour soutenir les candidatures de ceux qui s'engageaient à faire à la Chambre la politique de grosses firmes industrielles et commerciales. Ses élus sont connus : que ce soit M. François Poncet, l'homme du Comité des Forges, Maginot, l'homme des pro-fascistes, ou Bokanowski, ces messieurs de la droite se sont engagés à faire, avant une politique nationale, une politique de l'*Union des Intérêts Economiques*. Ils doivent à la Chambre exécuter les ordres de M. Billiet et rien d'autre. C'est contre ceux-là, contre ces vénales créatures de la grosse Industrie et du haut Commerce, que le Parti Communiste réclame le Tribunal révolutionnaire.

Quant aux élus de la gauche, gênés par leurs multiples relations d'affaire, ou tenus par des liens secrets, ils n'ont qu'une hâte, c'est d'étouffer le scandale, de « noyer le poisson » en déclarant qu'il n'y a rien eu...

L'arrivée de Krassine à Paris

Boris Voline, premier secrétaire de l'ambassade de l'U. R. S. S., qui vient de rentrer de Berlin, dans une conversation avec le représentant de l'Agence « Rosta » à Paris, a annoncé que Krassine, ambassadeur de l'U. R. S. S. arrivera à Paris, jeudi matin, à 11 heures, à la gare du Nord.

Krassine sera accompagné seulement d'une partie du personnel d'ambassade, lequel est composé, en tout, de 25 personnes environ. Les personnes attachées à l'ambassade et munies de passeports diplomatiques seraient les suivantes :

Krassine, ambassadeur ; A. Chlapnikoff, conseiller d'ambassade ; B. Voline, premier secrétaire d'ambassade ; Figaclor, Elansky, Riguine, secrétaires ; A. Arosseff, directeur du bureau de la presse ; B. Mdivani, représentant du commissariat du commerce extérieur ; Broussneff et Gortchakoff, attachés à la représentation commerciale.

Voline déclara en outre que la délégation, se conformant aux usages soviétiques et à la récente décision du Comité Exécutif Central de l'U. R. S. S., serait désireuse de voir réduites à leur plus simple expression les formalités du cérémonial protocolaire lié avec l'arrivée et le séjour de la représentation de l'U. R. S. S. à Paris.

LIRE DANS LA « VIE DU PARTI » :
La propagande communiste en Saône-et-Loire.

A LA CHAMBRE

Les Alsaciens et la langue allemande

Hier ce fut à la Chambre la journée de l'Alsace-Lorraine. De 9 h. 30 du matin à 6 heures du soir, les députés de cette province s'en donnèrent. Le gros Herriot fit son possible pour les payer en risettes, mais il était fort enrhumé et ne put tenir son personnage de bon monarque aussi bien qu'il eût voulu.

Laissons de côté les réclamations sur la répartition des frais de police entre l'Etat et les communes, les revendications des fonctionnaires du cadre local, le seul débat d'intérêt général eut trait à la question des langues.

M. Peirotes, à gauche, comme l'abbé Müller, à droite, affirmèrent qu'il est indispensable que toutes les entraves à l'usage de l'allemand soient levées.

— *La grande majorité des Alsaciens*, nota M. Peirotes, *ignore le français, et l'usage de l'allemand reste nécessaire dans la presse, à l'église, au théâtre et dans les tribunaux.*

(VOIR LA SUITE EN 2e PAGE)

La lutte contre la droite internationale

UNE RESOLUTION DE LA CENTRALE DU P. C. ALLEMAND

Le Comité Central du Parti russe vient de recevoir une lettre de la Centrale du Parti allemand, dont voici le texte :

Chers camarades,

La Centrale du Parti allemand regrette le fait que le camarade Trotsky, malgré les décisions de toutes les instances compétentes, estime nécessaire, précisément en ce moment, de recommencer la discussion close dans le Parti russe. La Centrale allemande affirme le point de vue que la ligne du 13e Congrès du P. C. R. et du 5e Congrès de l'Internationale doit être suivie par tous les Partis : C'est pourquoi elle s'oppose au renouvellement des débats, et en particulier de la discussion au sein du P. C. R.

La Centrale du Parti allemand déclare catégoriquement encore une fois qu'elle reste fermement solidaire avec la ligne du Comité Central du P. C. R. et qu'elle attend de la part de tous les camarades de tous les Partis que la ligne acceptée soit suivie et respectée.

LA POSITION DE BRANDLER ET DE TALHEIMER

Berlin, 29 novembre. — (*Humanité.*) — La *Pravda* publie une déclaration signée de Brandler et Talheimer, disant qu'ils ont toujours combattu le trotskisme et qu'ils n'ont pas accepté le point de vue développé par Trotsky à la conférence de Moscou, en septembre 1923.

Brandler et Talheimer déclarent en outre que la critique faite par Trotsky de la défaite révolutionnaire allemande est identique à celle faite par la gauche allemande.

La *Pravda* fait remarquer que la première partie de la déclaration où Brandler et Talheimer parlent de se séparer de Trotsky est louable, mais qu'il n'en est pas de même de la seconde partie, où les deux communistes allemands attaquent la Centrale bolcheviste actuelle du Parti communiste allemand. Brandler et Talheimer ne doivent pas oublier les paroles de Liebknecht, selon lesquelles chacun doit combattre l'ennemi dans son propre pays. Ils doivent reconnaître leurs fautes et que le Parti communiste allemand applique parfaitement la ligne définie par le 5e Congrès.

Les traitements des fonctionnaires

NOUVEL ESCAMOTAGE

Les travailleurs des Services publics ont appris par un communiqué de presse que la commission des finances de la Chambre avait ramené le traitement de base à 5.600 et surélevé le plafond à 4.300. Cela revient à donner 3.000 francs de plus au cadre supérieur et 400 francs de moins au cadre subalterne. Les petits font les frais de l'augmentation des gros.

C'est la comédie qui continue. Pour arriver au traitement de 6.000, le gouvernement avait comprimé les échelles du cadre moyen. Pour relever le cadre moyen et le cadre supérieur, la commission des finances prélève sur le traitement vital.

Le socle n'étant plus de 6.000 mais de 5 600, il va s'en suivre un abaissement général du point de départ des échelles. Toutes les situation de début assises sur la base de 6.000 seront amoindries et, par incidence, le cadre moyen sera touché.

Mais il y a une compensation, nous apprend la commission des finances : le supplément d'indemnité de résidence sera doublé. Pour Paris, cela fera 400 francs de plus. Mais ce doublement est un maximum et, pour la plupart des résidences, il sera dérisoire. Mais dans tout cela *que deviennent les ruraux ?* Ceux-là, prétend la commission des finances, seraient trop bien servis avec 500 francs par mois, et c'est à cause d'eux qu'on réduit le traitement minimum.

La commission des finances ne sait donc pas que le coût de la vie tend à s'uniformiser et que s'il y a encore déséquilibre, c'est plutôt au profit des grands centres : Que l'on compare les prix de la grande banlieue parisienne avec ceux de la Capitale. Dans de petites agglomérations, l'indice de cherté de vie est supérieur à celui des cités voisines. En fin de compte, les situations des citadins et des ruraux s'équilibrent et le traitement vital de 6.000 francs se justifie amplement pour tous.

***

A la vérité, la commission des finances de la Chambre revient au système du cabinet Poincaré : faire semblant de donner satisfaction aux citadins qui sont les plus actifs et les plus puissants, et *en rester à l'effort minimum pour les autres qu'on n'estime pas dangereux. C'est une méthode de dissociation qui tend à opposer les catégorie les unes aux autres.*

Tous ces marchandages écœurants sont d'ailleurs inspirés par la paresse fiscale

Histoire qui sera vécue

... Ils étaient quatre qui se battaient...

Mais voici qu'un cinquième survint...

Si bien qu'ils ne furent plus que deux face à face.

des maîtres de l'heure. Par manque de courage fiscal, ils n'osent pas porter la main du fisc sur les coffres-forts de la bourgeoisie. Ils craignent de se toucher aux-mêmes. Et, partant, les possibilités de réalisation sont des plus limitées, notamment en matière de traitements. Il faudrait un demi-milliard de plus pour donner satisfaction aux travailleurs des services publics. Qu'est-ce que 500 millions sur un budget de 33 milliards ? Pour ne pas faire cet effort, la commission des finances et le gouvernement tournent autour de l'obstacle et la solution n'avance pas. Elle est même en recul.

Non seulement la revision des traitements restera à moitié chemin, mais il n'est rien prévu pour l'échelle mobile et rien pour l'avance du rappel de 1924. On n'envisage pas davantage la revision des indemnités, pourtant si nécessaires, et la péréquation des conditions d'avancement semble abandonnée.

Si on laisse faire les politiciens, il ne sortira des pourparlers actuels que du provisoire et l'on usera de ce narcotique pour renvoyer la solution totale aux calendes.

***

Non contente de descendre au-dessous des propositions du gouvernement, la commission des finances renouvelle le geste de Ponce Pilate. Après avoir fixé la base et le plafond, elle s'en remet aux commissions tripartites pour l'établissement des échelles. Aux fonctionnaires de se débrouiller face à face avec les représentants des usagers et de la haute administration.

Si l'on entre dans cette voie, on verra se renouveler les conflits de l'académie Hébrard de Villeneuve. Les grands chefs qui ont procédé eux-mêmes à la désignation des délégués des usagers tâcheront de les mettre de leur côté. Ils domineront numériquement et ils se tailleront la part du lion.

Les travailleurs des services publics n'accepteront pas les demi-mesures assurées avec de petits moyens. Ils n'admettront pas qu'on remette la solution à plus tard et qu'en attendant on s'installe paresseusement dans le provisoire.

Ils ne souffriront pas qu'on mutile les 6.000. C'est une base qu'ils considèrent comme acquise. C'est le salaire étalon auquel pourront se référer les autres travailleurs de l'industrie, du commerce et des champs.

Surtout qu'on ne renvoie pas à demain. L'instant est propice : la question des traitements est posée devant le pays ; un courant s'est créé et il pèse lourdement sur les occupants du Palais-Bourbon. Les prolétaires des services publics ne laisseront pas passer l'heure opportune. Il est temps d'en finir.

La masse désabusée, revenue enfin de ses illusions, reconnaît à présent que les unitaires ont vu juste et que leurs méthodes sont les meilleures. Puisse-t-elle mettre la leçon à profit.

M. PIQUEMAL.

Vers la turquification de la France

Les financiers américains, qui consentent aux pays de la vieille Europe des emprunts qui se chiffrent par centaines de millions de dollars, manifestent à l'égard de la France — la grande presse et le gouvernement l'affirment — une sollicitude toute particulière.

C'est ainsi que la banque *J. Pierpont Morgan and Co*, de New-York, a bien voulu prêter ses guichets pour l'émission aux Etats-Unis de l'emprunt français de 100 millions de dollars, moyennant une commission de 6 millions de dollars qui iront emplir les coffres de J.-P. Morgan et de ses compères de Wall-Street.

Le placement de cet emprunt sur le marché américain, ne fut accepté à New-York, qu'après de laborieuses négociations entre les gouvernements de Washington et de Paris.

Un beau marché de Washington

En date du 26 octobre, le gouvernement français acceptait d'appuyer les revendications américaines présentées à la conférence financière interalliée ; revendications qui, en fait, constituent une revision complète des accords interalliés sur les réparations.

Le gouvernement de Washington, qui refusa d'accepter le traité de Versailles, demande maintenant que ses frais d'occupations militaires en Rhénanie lui soient remboursés, soit 1 milliard de marks-or, et, de plus, que 5 milliards de marks-or soient alloués aux Etats-Unis pour réparation de dommages créés par la guerre.

La part de la France sur les réparations qui était jusqu'ici de 52 p. cent va être réduite par les réclamations américaines, le total des annuités payées par l'Allemagne au titre des réparations restant le même.

Il est vrai que le gouvernement de Washington consent à la France une réduction de 30 p. cent sur le total de la dette française aux Etats-Unis ; réduction qui sera d'ailleurs annulée en fait par la diminution que devra consentir la France sur sa part de réparations.

D'après les nouvelles conditions américaines sur le remboursement de la dette française aux Etats-Unis, la France devra payer annuellement un minimum de 120 millions de dollars.

Si la Grande-Bretagne consentait à la France les mêmes conditions que les Etats-Unis pour le remboursement des dettes françaises, la France devrait payer annuellement pour sa dette extérieure 200 millions de dollars, soit au cours actuel du change, près de 4 milliards de francs, et cela pendant plusieurs dizaines d'années.

Le paiement de ces annuités ne doit pas se faire immédiatement, ce qui permet au franc de remonter en Bourse, et au clan gouvernemental de chanter victoire.

Mais tout arrive et il faudra bien payer les dettes françaises aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne.

Que fera le franc à ce moment ?

Il est difficile de le prévoir, mais il est certain qu'il se trouvera, bien plus qu'aujourd'hui sous la dépendance absolue des banquiers de New-York.

Et à ce propos, citons le *Petit Journal* de M. Loucheur :

« *Toutes ces questions sont graves ; elles demandent à être discutées sans précipitation. Il ne faut pas que des engagements soient pris sans que toutes les conséquences en aient été envisagées. Nous ne pouvons pas croire que l'intention de nos créanciers soit de nous imposer comme à l'Allemagne leur contrôle financier — ou plus simplement de nous accabler au moment où nous entrevoyons des temps moins durs...* »

Nous sommes tout simplement sur la voie de la « turquification » de la France, par les banquiers américains, qui soulevait l'indignation de M. Herriot avant sa venue au pouvoir.

THÉATRE FÉDÉRAL

Contrairement à ce qui a été annoncé, *le dimanche 21 décembre*, la représentation ne pourra avoir lieu, la salle n'étant pas libre. Il ne nous reste donc plus que les séances des 6, 13, 14, 24, 27, 28, 31 décembre, soit 7 représentations.

Sur ces 7 représentations se trouvent les réveillons de la Noël et du Jour de l'An. Camarades, veuillez donc prendre vos billets à l'avance, car après décembre le *Feu* ne se jouera plus à Paris.

FAITS DU JOUR

LA VIE TRAGIQUE DES TRAVAILLEURS

Un aide couvreur fait une chute de 30 mètres

La liste déjà imposante des ouvriers tombés au service du capital s'allonge tous les jours d'une nouvelle victime. C'est chaque fois le même accident, banal mais cruel, avec ses détails navrants ; chaque fois, les mêmes responsabilités qui demeurent impunies...

Hier, une fois encore, un ouvrier de vingt-deux ans payait de sa vie l'incurie criminelle de ses patrons. L'accident survint rapide et brutal, dans cet aristocratique quartier d'Auteuil, dont les somptueuses demeures sont une insulte quotidienne à la misère générale. Contraste tragique des formes de la vie moderne.

Depuis un mois et demi, l'entreprise de maçonnerie Meyer et Valade, 289, rue Lecourbe, fait édifier, au 48 de la rue du Docteur-Blanche, un magnifique immeuble de rapport. Hier, vers deux heures et demie, un aide couvreur, Roger Pommel, monta au huitième étage de l'édifice. Arrivé à destination, il voulut ramasser un seau d'eau lorsque son pied se prit dans un tuyau en caoutchouc. Le malheureux trébucha si malencontreusement qu'il tomba dans la cage de l'ascenseur qui n'était protégée par aucune barrière. Pommel vint s'écraser sur le sol après une chute d'environ 30 mètres.

Quand ses camarades s'empressèrent et relevèrent son corps, affreusement ployé en deux, il avait déjà cessé de vivre.

Roger Pommel, qui habite rue de l'Ouest, au Parc Saint-Maur, laisse une famille dans le désespoir et une sœur gravement malade. Un des drames quotidiens de la vie ouvrière !

Il reste maintenant à établir les responsabilités. Elles sont précises. Elles engagent formellement les entrepreneurs Meyer et Valade. Voici pourquoi : Aucune des précautions élémentaires qui doivent assurer la vie des ouvriers n'avait été prise. L'escalier de service, étroit et encombré de matériaux de toutes sortes, les paliers qui donnent sur la cage de l'ascenseur n'étaient pas munis de barrières protectrices. Il est vrai que M. Meyer, qui vint en personne se rendre compte de l'accident, en a fait apposer maintenant. Il est bien temps, en effet. Et c'est un bien faible moyen de se mettre la conscience en repos

Il ne faut donc pas que la mort tragique de Pommel reste invengée. Ses camarades, son syndicat sauront obliger ses assassins indirects, mais ses assassins tout de même, à une juste et entière réparation.

UNE HONTE A EFFACER

Le carnet anthropométrique des ouvriers

Sait-on que la loi sur les nomades qui crée l'obligation pour eux de posséder un carnet anthropométrique est appliquée aussi aux ouvriers qui, changeant de chantier fréquemment, sont ainsi soumis, malgré qu'ils aient de l'argent et travaillent avec régularité, à cette honteuse surveillance policière ? Un de nos camarades qui ignorait cette disposition vient d'être puni d'un mois d'emprisonnement qu'il purge à la prison de Sancerre. Il nous donne en outre quelques détails sur ce qui se passe dans cette geôle où l'on vient de laisser mourir, — de tuer plutôt — faute de soins, un malheureux aliéné.

Voilà ce qui se passe dans les prisons du Bloc des gauches. Voilà les mesures prises contre le ouvriers par les Chautemps et les Renoult qui ont plein la bouche de la « garantie des libertés individuelles. »

— Presque Lorrain, comme Poincaré, patriote comme lui, je sais aussi parler dans les cimetières.

A Reims, une réunion S.F.I.O. se transforme en réunion communiste

Enregistrons un retentissant échec des contre-révolutionnaires à Reims. Les anarchistes de l'Union autonome avaient organisé dimanche un *grand* meeting international dans cette ville. Résultat : quarante auditeurs se sont présentés ! Mauvaise journée pour les adversaires du communisme...

Au cirque, les socialistes célébraient la mémoire de Jaurès par des discours de Goin, député des Bouches-du-Rhône ; de Sérol, député de la Loire, et de Déat, professeur. L'auditoire était composé en grande partie de communistes. A la suite d'une intervention de notre camarade Giraud, un ordre du jour flétrissant radicaux et socialistes, unis pour exploiter la grande mémoire de Jaurès, a été adopté à une grande majorité. Excellente réunion pour le Parti communiste, dont l'influence s'accroît de jour en jour.

Manifestation à Besançon

Dimanche après-midi, à Besançon, les pouvoirs publics inauguraient le monument aux morts. Il y avait là tous ceux qui, de leurs votes, avaient soutenu la politique impérialiste de Poincaré. Il y avait les généraux qui, solidement abrités à l'arrière, ordonnaient les attaques aussi meurtrières qu'inutiles. Il y avait aussi les familles des victimes. L'orchestre de l'école joua la *Marche héroïque* de Saint-Saëns. On tira le canon.

Pour protester contre cette cérémonie insultante pour la mémoire des victimes, les communistes bisontins s'étaient rendus le matin devant la tombe du soldat Bersot, que le colonel Auroux, ex-collaborateur de Maginot, fit fusiller parce qu'il avait refusé de mettre un pantalon tout ensanglanté. Le malheureux Bersot a été réhabilité. Quant à son assassin, il est général !

Les travailleurs de Besançon ont parcouru la ville en chantant l'*Internationale*.

Les rentiers ne sont plus en sécurité sur la Côte d'Azur

Une brusque tornade a passé sur Nice. Ce fut rapide et violent. En quelques secondes, les palmiers des jardins publics furent arrachés. Les hivernants, affolés, s'enfuirent dans le couloir des immeubles. Des cochers furent balayés de leur siège. Les chauffeurs qui stationnaient devant l'hôtel Ruhl, pris de panique, abandonnèrent leurs voitures. Les vitres du Palais de la jetée furent brisées. Le toit d'un cinématographe s'effondra. Beaucoup d'immeubles ont souffert. Et de nombreux passants ont été blessés plus ou moins grièvement. Les pauvres rentiers n'ont décidément pas de chance ! Menacés déjà par le communisme, qui ne tolèrera aucune forme du parasitisme, de la suppression de leurs privilèges, voilà qu'ils ne sont même plus en sécurité à Nice qui risque de se transformer quelque jour en Messine !

COMITÉ D'ACTION CONTRE LA VIE CHÈRE

Parti communiste, Cercles des coopérateurs communistes et révolutionnaires, C. G. T. U.

Ce soir, à 20 h. 30 :

Salle Sournac, 18, rue Croix-Nivert, Paris.

Salles des Coopérateurs, à Nanterre.

Salle de l'Europe, 2, rue des Batignolles, Paris (17e).

Orateurs :

Henriet, Barbécot, Baroux, députés du Bloc Ouvrier et Paysan.

Payré, Jandin, Jégou, du Cercle des Coopérateurs Comm. et Rév. de l'U. D. C.

Raynaud, Barraud, Doyen, de la C. G. T. U.

CONTRE LA VIE CHERE

Les mesures du Bloc des Gauches sont inopérantes

Le coût de la vie augmente chaque jour. C'est un fait contre lequel ne prévaudront pas malgré tout leur battage, les fonctionnaires de M. Herriot.

Le préfet de police créait récemment une sorte de friture ambulante. Comme résultat, néant. Il vient de faire un retentissant appel au Syndicat patronal de l'Epicerie française, lui demandant de faire un sacrifice sur le prix de certaines denrées de première nécessité. Voyant là un excellent moyen d'écouler ses stocks, le syndicat y a consenti. On a ouvert dans certaines épiceries dont on a publié les noms et adresses — bonne réclame ! — des rayons de « vie moins chère » quelques produits : haricots nains, riz, pâtes alimentaires, chicorée, huile, vinaigre, chocolat, café, lait condensé vaudront quelques sous de moins (la qualité vaudra moins aussi). Plus tard, il paraît que les lentilles, les pommes de terre, le poisson, la « frigo », figureront aussi sur les rayons de la vie moins chère... C'est une vague promesse, dans le genre du « demain on rase gratis ». Ces mesures préfectorales resteront inopérantes. Ce qu'il faut, c'est traquer impitoyablement les fauteurs de vie chère, les grands minotiers, les grands mercantis de toutes catégories, les intermédiaires parasites, les spéculateurs sans scrupules. Là où la justice de M. Herriot demeure impuissante, gageons que la justice populaire obtiendrait de rapides résultats.

LE TEMPS D'AUJOURD'HUI

Région parisienne : Vents variables faibles ou modérés Sud-Ouest vers Sud-Est, doux, éclaircies, quelques pluies ou ondées. Même temps dans toute la France.

Faits divers

Un suicide au Métro. — Hier matin, un désespéré s'est jeté sous une rame de Métro, à la station « Châtelet ». La mort a été immédiate.

Arrêté pour meurtre. — On a arrêté, à Lunéville, un nommé René Brégeot, âgé de 24 ans, accusé d'avoir assassiné, la semaine dernière, à Buxières (Aube), un rentier, vivant seul, M. Viollis. Le meurtrier présumé serait allé passer quelques jours dans cette localité. Il aurait dérobé une cinquantaine de mille francs à la victime.

Encaisseur assailli en plein jour. — A Nancy, l'encaisseur Jules Vuez, âgé de 64 ans, a été assailli, dans l'après-midi, rue Devillers, par un inconnu qui lui a arraché sa serviette. Poursuivi, l'agresseur s'est débarrassé de la serviette rue Palissot, après avoir dérobé un chèque de 12.000 francs et divers reçus de sommes à encaisser.

Le danger des armes à feu. — Les armes à feu doivent être manipulées avec précaution si l'on veut éviter des accidents du genre de celui-ci : A Beaune, Claude Deschamps, qui montrait un pistolet automatique à son ami Antoine Nollet, ouvrier mineur, a blessé ce dernier d'une balle dans l'abdomen. Le blessé, soigné à l'hôpital, est dans un état désespéré.

Tuée par son gendre. — Mme Marie Vignette, âgée de 70 ans, qui, à Bages (Pyrénées-Orientales), avait été frappée par son gendre de dix-neuf coups de rasoir et de cinq coups de couteau, a succombé des suites de ses horribles blessures. Le meurtrier a raconté au juge d'instruction qu'il avait voulu se suicider après le crime en se jetant du haut du clocher, mais ayant eu peur, il est allé finalement se constituer prisonnier.

La chasse aux vipères. — Les frères Terrier, grands chasseurs de vipères, prétendaient avoir tué, dans la seule commune de Flavigny (Côte-d'Or), plus de 10.000 vipères ! On reconnut, devant l'énormité du chiffre, la supercherie des chasseurs escrocs. Le Parquet de Semur a ordonné une enquête.

Nouvelles brèves

— Hier, le général Nollet, ministre de la Guerre, a retenu à déjeuner plusieurs généraux commandants de corps d'armée. On s'est entretenu, pendant ce repas, de « questions militaires intéressant chaque région ».

— A la gare de Carpentras, la nuit dernière, quatorze wagons ont été déplombés et fouillés. On a dérobé 8.000 à 10.000 francs de marchandises.

— Un incendie d'une extrême violence s'est déclaré à la ferme de la Félicité, à Aix-en-Provence, et a causé de graves dégâts. Les immeubles voisins ont été préservés.

— Le commissaire de police Ferlet s'est affaissé rue de la République, à Marseille, et a succombé à une crise d'urémie.

— Le résident de France à Tunis, Lucien Saint, s'embarquera aujourd'hui à Marseille.

— On a ramassé, rue des Pourtoules, à Grange, un individu inanimé. Il avait reçu une balle dans le maxillaire gauche.

— M. Herriot a conféré, hier matin, avec M. Clémentel.

— Un buste de Rossini, par David d'Angers, a été offert à l'Opéra-Comique, par un antiquaire de Fontainebleau.

A TRAVERS LES USINES

Nos correspondants ouvriers

Journée révolutionnaire

A l'occasion du transfert des cendres de Jaurès au Panthéon et de l'imposante manifestation communiste qui s'est déroulée à Paris, l'*Echo du Nord* jette un cri d'alarme :

« Le communiste est en marche, dit-il ; il prépare, nous dirons un jour avec quelle précision d'autres journées qui peuvent être mortelles pour le pays. Pendant ce temps nos ministres font des discours. »

En effet journalistes de gouvernement, en effet mercantis et profiteurs de toutes catégories le communisme est en marche, et se prépare à jeter bas votre régime de voleurs et d'assassins. Oui la classe ouvrière s'éveille et prend conscience de ses droits ; elle réclame le droit à la vie.

Trop longtemps vous avez ri de la misère du peuple courbé sous votre domination insolente ; vos esclaves d'aujourd'hui seront vos maîtres demain. Alors le communisme triomphant fera naître une société nouvelle où seuls auront place ceux qui produiront et seront utiles à la collectivité.

Nous tenons à vous dire, brave *Echo du Nord*, que ni les ministres, ni leur basse police, ni les forces liguées de toute la réaction n'entraveront la route de la révolution qui vient et rayonnera un jour sur le monde entier. — Alphonsine BERNARD (Sallaumines).

Chez les Paysans

Schneider, du Creusot, gros propriétaire terrien

Schneider ne se contente pas d'exploiter ses ouvriers au Creusot ; il possède dans le Loir-et-Cher une propriété de 7.000 hectares dont 720 seulement sont cultivables. A celà s'ajoutent 4.000 hectares de bois non exploités, pour ne pas déranger le gibier du « Seigneur ».

Le bois pourrit sur place dans la boue qui recouvre ce coin de la Sologne.

M. Schneider est encore propriétaire de douze fermes exploitées par un fermier et onze métayers, qui cultivent chacun 60 hectares environ.

Quatre gardes veillent à l'entretien du gibier, et tout ce qui est récolté est consacré à l'élevage des faisans et des lapins.

La récolte d'ailleurs ne suffit pas pour cet usage, et M. Schneider achète du blé de première qualité à 122 francs le quintal, cependant que cerfs et sangliers dévorent les récoltes des riverains.

En régime capitaliste déprédation, vols, exploitation sous toutes ses formes sont choses tout à fait normales. Le communisme peut seul changer tout cela en remettant la terre à qui la travaille et la fait produire.

La Bataille Ouvrière

Victoire des ouvriers livreurs de la Société des laiteries Hauser

Après deux jours de grève, les livreurs de la société des laiteries Hauser, 39, rue de Surène, ont obtenu 30 francs de plus par mois, une prime d'ancienneté allant de 15, à 50 francs.

Grève dans le bâtiment à Grand-Quevilly

Les ouvriers du bâtiment de l'entreprise Chonard sont toujours en grève, ils réclament la stricte application de la loi de huit heures.

Grève des fondeurs de Ronchamp

Les ouvriers de la société anonyme des Fonderies Moniotte jeune, ont cessé le travail.

Ils réclament des augmentations de salaire de 1 fr. 50 à 4 fr. 50 par jour, suivant les catégories.

La grève du Textile de Mazamet se poursuit

La grève du textile continue. En plus de l'augmentation de salaires, les ouvriers veulent obtenir un congé annuel payé de quinze jours.

Quant aux mégissiers ils obtiennent une augmentation de 0 fr. 75 pour les hommes et de 0 fr. 25 pour les femmes, ce qui porte le salaire quotidien à 19 francs pour les hommes et 11 fr. 50 pour les femmes.

Victoire des charpentiers, à Hyères

Les charpentiers et menuisiers ont repris le travail après avoir obtenu une augmentation de salaire de 4 francs par jour.

La grève des mineurs de Faymoreau se termine par la victoire complète des grévistes

La Compagnie minière a dû céder devant la cohésion des travailleurs. Elle s'est prise à son propre piège. Sur les contrats de travail conclus avec les ouvriers étrangers, elle avait invalidé le bordereau de salaire de 1920 sur lequel elle se basait pour réduire de 9 p. 100 les salaires. Sur ces contrats, elle avait explicitement notifié que le bordereau 1923 se basait non sur des salaires moyens de 20 et 21 francs, mais sur un minimum de salaires de 20 et 21 francs.

La Compagnie obligée de céder cherche un autre terrain de lutte.

Les mineurs de Faymoreau doivent redoubler de vigilance.

Cette victoire, si minime soit-elle, doit encourager la poussée des mineurs de tous les bassins pour la réalisation de l'unité d'action car l'application du plan Dawes rend l'attaque patronale inévitable sur toute la ligne. — KIRSCH.

Après le conflit des Taxis Modernes

Nous sommes saisis d'un certain nombre de cas, concernant les employés de cette maison qui n'ont pas été repris contrairement aux engagements pris par la direction lors des pourparlers et des décisions prises entre les représentants de son personnel, des syndicats de chauffeurs et des métaux.

Nous avertissons la direction que nous ne nous laisserons pas prendre à de subtiles manœuvres faites contre les chauffeurs, ouvriers et employés. Des moyens analogues furent employés au cours de conflits précédents ; chaque fois comme par le passé, nous intervindrons pour faire cesser les licenciements qui peuvent mettre sur le pavé des ouvriers sans ressources par suite du chômage actuel.

Dans l'attente d'un moyen plus efficace de notre part nous avertissons MM. Pascal d'agir comme il convient de le faire **en toute** bonne foi.

Les "sales boîtes"

Chez Bernard, moteurs

La firme Bernard, moteurs et ajustage, a trouvé le moyen d'être maîtresse absolue chez elle, et d'exploiter particulièrement les ouvriers de l'ajustage. Elle a recruté ceux-ci parmi des travailleurs qui n'étaient pas de la partie et qu'elle a spécialisés.

Les ajusteurs formés dans ces conditions sont au nombre de 250 ; ils ignorent complètement l'organisation syndicale et le patron en profite. Les journées de 11 heures sont la règle, la semaine anglaise n'existe pas, aucune précaution n'est prise contre les dangers de blessures, et les accidents dans le travail sont fréquents.

L'inspecteur du travail est passé à deux reprises dans l'établissement, mais comme il s'en rapporte aux seules déclarations du patron, ses visites n'ont rien changé à un état de choses déplorable.

Camarades ajusteurs il vous faut prendre conscience de vous-mêmes, il vous faut réfléchir aux conditions d'existence que vous créent des journées de travail trop longues au milieu de risques divers. Il vous faut défendre votre droit à une vie plus normale, plus rationnelle, qui ne fasse plus de vous de simples machines à produire.

Cela, vous ne pourrez le faire qu'en vous groupant, qu'en venant au syndicat, seul capable de lutter efficacement contre un patronat rapace et voleur !

Un accident du travail

Chez Hervé, dont la maison principale se trouve 150, rue Victor-Hugo, une vieille ouvrière de 64 ans, Mme Legray, a eu le pouce et la paume enlevés en travaillant à un tour.

Si cette brave femme, au lieu de travailler encore à son âge, n'avait eu qu'à manger des rentes amassées par le travail des autres, cela ne lui serait certainement pas arrivé !

Au Crédit Foncier

L'administration du Crédit Foncier se moque vraiment du personnel. Au lieu d'augmenter les salaires de famine que touchent les employés, voici maintenant qu'elle se propose de combattre la vie chère par la vente de petits colis qui contiendront du saucisson, des sardines, du beurre, de la viande frigorifiée, etc. C'est le « colombophile » bien connu, BOYER, qui vient de prévenir ses sous-ordres de ce nouveau mode d'augmentation. Nous savons à qui profiteront les petits pots de vin traditionnels !

Heureusement que les exploités de cette sale boîte commencent à comprendre. Un concours pour le recrutement du personnel a eu lieu dernièrement. Sur 120 inscrits, plus de la moitié ont fait défection.

Nous voyons par là que notre propagande porte ses fruits.

La maison Chatelain (l'Urodonal)

Dans cette entreprise on ne se contente pas de donner des salaires insuffisants, 12 fr. par jour, on cherche encore les vexations à infliger au personnel ; pour faciliter le « repérage » des ouvrières, le garde-chiourme de l'endroit les oblige à porter visiblement sur leurs vêtements le numéro de pointage.

Voilà bien une idée issue du cerveau d'un ancien gendarme. — *Une communiste.*

Nos Echos

Dans l'ébénisterie, à Bailly-le-Bel

L'usine de Bailly-le-Bel a le privilège de posséder un chef d'atelier qui ne sait que faire pour nuire aux ouvriers placés sous ses ordres. Hommes et femmes de l'atelier du vernissage sont outrés de sa façon d'agir et s'opposent à ce qu'il fasse venir, au milieu d'eux, une ouvrière d'un autre atelier, pour laquelle il a des tendresses...

Ces travailleurs honnêtes et propres ne veulent pas voir leur atelier transformé en succursale de maison de tolérance. De plus ils commencent à avoir assez des agissements de cet individu ; ils lui en feront le compte s'il est nécessaire. — *La section de Clermont (Oise).*

Aux grands magasins du Louvre

A la suite de notre belle manifestation de Garches, un de nos amis eut une petite altercation avec le chef de gare, concernant la régularité des trains.

Le chef de gare pas content signala notre camarade comme militant communiste à l'administration.

Cette dernière s'est mise à plat ventre devant lui en renvoyant son employé. Une place de flic est réservée dans la maison, au trop zélé chef de gare.

Chez Fauvet (Wagons, à La Courneuve)

On nous signale que dans cette maison, un nouveau directeur est rentré en fonctions. Chaque jour, les débauchages d'ouvriers se produisent sans aucuns motifs. Pour remplacer ces ouvriers, le fameux directeur a ramené avec lui une équipe d' « entraîneurs ».

Ces inconscients se doutent-ils du rôle qu'on leur fait jouer ?

A l'imprimerie Ajou frères, 66, avenue de la Grande-Armée

Le chef de service des machines traite son personnel en vrai garde-chiourme. La politesse est secondaire pour lui, et ses procédés arbitraires font le vide continuellement dans cette maison. La loi de huit heures est également méconnue et les heures supplémentaires ne sont point payées au tarif syndical.

Aux laiteries Hauser

Nous prions nos correspondants qui nous ont écrit le 16 novembre dernier de nous faire connaître leur nom et adresses. Discrétion absolue.

A la chocolaterie Suchard, rue Mercœur

A la confiserie, les femmes travaillent de 7 heures du matin à 10 heures du soir. Le samedi, elles vont jusqu'à 17 h. 30.

C'est une des boîtes où la loi de huit heures est la plus méconnue.

Qu'attend l'inspecteur du travail pour y aller faire un tour ?

Les Rentes des Travailleurs

Ouvriers victimes de l'explosion d'une cartouche

A Aime (Savoie), l'explosion prématurée d'une cartouche de cheddite dans une mine de plomb au hameau de Lanche, a causé la mort d'un ouvrier et en a blessé deux autres.

Un tué, un blessé par un éboulement

Deux jeunes gens qui retiraient du sable dans une carrière ont été ensevelis par suite d'un éboulement. Quand on parvint à les dégager l'un d'eux était mort, l'autre grièvement blessé.

A LA CHAMBRE

— SUITE —

C'est surtout pour les classes peu aisées qu'il est indispensable d'admettre l'allemand dans les tribunaux, particulièrement devant les juridictions correctionnelles et les cours d'assises, si l'on veut éviter des erreurs redoutables, souvent tragiques. Accusés, témoins et jurés doivent pouvoir suivre les débats et toute la procédure.

L'abbé Muller déclara catégoriquement : « *Le fait est que l'Alsace parle un dialecte allemand. Chaque peuple a droit à sa langue et il a le droit de la conserver comme moyen de culture économique et spirituelle* ».

Herriot-Prudhomme

M. Herriot promit que « toutes facilités seraient données aux Alsaciens pour ce qui touche l'emploi de l'allemand devant les tribunaux » mais il gâta cette concession par les plus prudhomesques déclarations.

— *Régionalisme, droit au dialecte* ? s'écrie le président du Conseil. *La qualité propre de la France, sa force et son moyen de lutte contre les dangers qui peuvent la menacer, c'est d'être un métal d'alliage si parfait qu'on n'en distingue plus les éléments*, etc., etc...

Est-ce cela « l'esprit normalien » ?... Moi je l'appelle sottise !

Qualité et quantité

M. Herriot eut un autre propos qui vaut qu'on le relève. L'abbé Muller avait observé avec bon sens : « *On se plaint en Alsace que l'école semble se préoccuper plutôt de former une élite que de donner à la grande masse des élèves une culture moyenne suffisante* ».

Savez-vous ce que répond le biographe de Mme Récamier :

— *L'esprit de la pédagogie française est, en effet, de développer la qualité plutôt que la quantité.*

Fort bien ! mais nous aimerions savoir si la S. F. I. O. juge des problèmes de l'enseignement avec cette superbe. Quant à nous, nous n'avons point honte d'avouer que nous faisons, hélas ! partie de la « quantité » et nous aimerions bien que « la pédagogie française » prît soin de s'abaisser jusqu'à nous.

La Chambre a voté à la fin de l'après-midi le budget des manufactures de l'Etat en Alsace-Lorraine et celui de la Légion d'honneur. Elle s'est occupée ensuite de l'Enseignement Technique.

L'enseignement technique

M. Locquin, rapporteur a souligné que ce budget s'élève cette année à 100 millions. Il a dû ensuite reconnaître que 850.000 adolescents pourraient bénéficier de l'enseignement technique et que 250.000 seulement le reçoivent. Là-dessus, des promesses. On a un plan ; dans cinq ans tout sera parfait.

Le rapporteur a insisté sur l'utilité des centres d'orientation professionnelle. Il a reconnu que la loi Astier sur l'obligation faite à tous les enfants de moins de 18 ans de suivre les cours professionnels n'était pas observée. Puis il a préconisé la création des « conseils de métier » et de « chambres d'apprentissage ».

La discussion continuera ce matin.

Secours Ouvrier International

Les familles ouvrières qui désirent héberger des enfants allemands sont priées de faire connaître au plus tôt leurs noms et adresses.

Pour soutenir le prolétariat allemand !

Pour secourir ses enfants !

Contre l'application du plan Dawes.

Pour aider ceux qui luttent et qui souffrent.

Adhérez tous au S.O.I., carte annuelle 1 franc, timbre trimestriel 1 franc.

Adressez correspondance et fonds à Dutilleul, 120, rue Lafayette, Paris. Chèque postal : 243-79.

TRIBUNE DU SOLDAT ET DU MARIN

Il y a encore des rabioteurs !

A la suite de la circulaire du général Nollet concernant les démobilisables de la classe 23 second contingent maintenus au corps par application de l'article 46, des rabioteurs ont vu s'ouvrir devant eux les grilles de la caserne.

Des rabioteurs. Pas tous !

Certains ont vu leur peine réduite de moitié ; d'autres ont été maintenus *après leur rabiot*, soi-disant par erreur ; la plupart sont encore là-bas, sans avoir bénéficié d'un amoindrissement plus ou moins « large » du rabiot qui leur est infligé.

Il y a mieux !

Des libérables *ayant plusieurs mois de rabiot*, SONT ENVOYÉS DANS LA RUHR.

C'est ainsi qu'un soldat du 24e R. I. (Versailles), transféré au 67e (Soissons), est monté en occupation, *les yeux bandés, soutenu par deux camarades*. Ce malheureux était atteint de conjonctivite. Il est à l'hôpital de Dusseldorf, sa femme et ses deux petits enfants l'attendent en vain.

Un autre rabioteur, originaire de Vieux-Condé (Nord) est également père de deux enfants, le second à l'allaitage ; sa femme est secourue actuellement par de charitables voisins.

Les S. F. I. O., « partisans d'une politique de réalisation » (*dixit* Marquet l'Arracheur-de-dents) ne s'inquiètent point du sort de ces malheureux et de leur famille.

Les communistes — seuls — poursuivent leur campagne !

Petites Nouvelles de la Grande Famille

Au 1er B. O. A., à Sabris (Loir-et-Cher), les hommes se plaignent de la nourriture, infecte et donnée avec parcimonie ; quant au major, il ne reconnaît pas souvent les malades, afin de faire plaisir au commandant Millot : ce dernier est prodigue de punitions... et avare de permissions. A signaler également le lieutenant André et l'adjudant-chef Burlot, véritables gardes-chiourme.

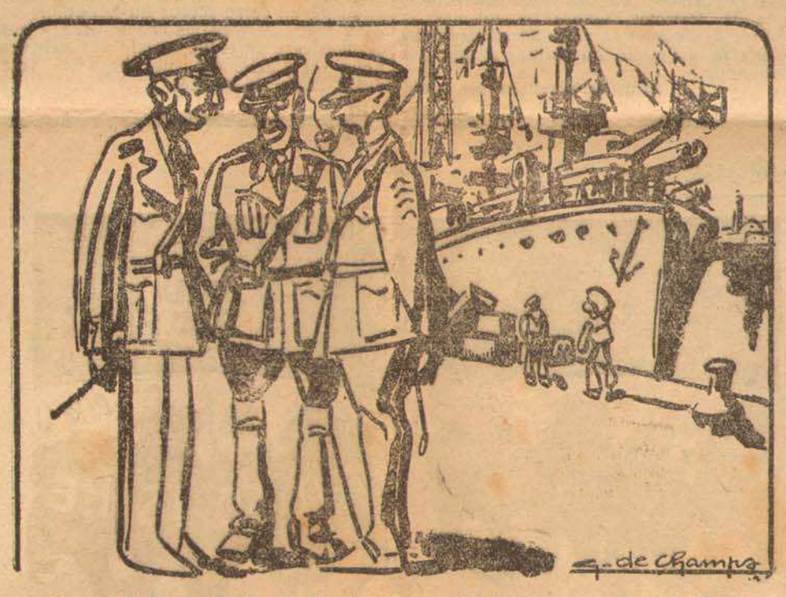
On rouspète aussi au 134e *R. I. à Châlons-sur-Saône*. Le menu n'est pas compliqué : singe, nouilles, haricots, patates, tout cela plus ou moins mal préparé. De plus, de l'eau rougie et un tiers de boule quotidiennement.

Les copains du 1er *Régiment du Génie à Versailles*, réclament également. Sous prétexte que les effectifs sont réduits, les soldats prennent la garde trois fois par semaine à la poudrière. La nourriture est la même que partout ailleurs, naturellement !

PETITE CORRESPONDANCE

Henri D., Ivry. — Faites régulariser votre situation au recrutement et réclamez l'allocation à la mairie ; vous êtes du second contingent.

La nouvelle expédition d'Egypte



— Yes !... Très agréable !... Ils n'ont pas de flotte pour se défendre !...

NOUVELLES INTERNATIONALES

DÉPÊCHES DES AGENCES ET DE NOS CORRESPONDANTS PARTICULIERS

LA LUTTE ELECTORALE ALLEMANDE

Les communistes dénoncent la corruption des partis bourgeois et social-démocrate

Notre Parti communiste allemand, s'il s'est proposé d'éclairer la classe ouvrière sur le plan des experts financiers, de la réveiller afin qu'elle s'organise en un bloc compacte pour être capable d'opposer un front unique de tous les ouvriers contre les rangs serrés des capitalistes allemands, des banquiers internationaux colonisateurs et de tous les soudoyés, ne néglige naturellement pas l'action politique qui se résume dans la critique des divers partis bourgeois et de leur appareil de défense, l'Etat bourgeois.

Vraiment la tâche de nos camarades est aisée, car la vie de la république de Ebert est faite de scandales dans lesquels sont compromis tous les partis bourgeois sans distinction. Il est logique que les partis de droite soient subventionnés par les grands agrariens et les industriels réunis dans le « Landbund », l'organisation « Billiet » d'Allemagne, que le centre reçoive son argent des Kloekner et Thyssen et les démocrates leurs marks-or des banquiers internationaux. Nos camarades n'ont qu'à dévoiler le caractère de classe de ces partis qui logiquement défendent leurs intérêts et à inciter les ouvriers à faire autant de leur côté, à se grouper dans une forte organisation de classe.

Mais notre Parti ne se lasse pas de dénoncer aux ouvriers le fait scandaleux que ces représentants payés de la bourgeoisie ont comme auxiliaire les lamentables socialistes qui se prétendent les défenseurs de la classe ouvrière. Non contents d'être alliés dans le « drapeau de l'empire » aux démocrates (financiers) et au centre (industriels et curés) et d'en recevoir de fortes subventions électorales, les chefs socialistes sont mêlés dans des affaires extrêmement louches de favoritisme, de mouchardage, de mercantilisme.

Maîtres et valets

Dans cette république du président socialiste Ebert, du ministre de l'intérieur, le social-massacreur, Severing, où des monstres comme Haarmann, cet anthropophage moderne, des scélérats comme Domke, ce dompteur inhumain des manifestants de « Furstenwald », sont employés comme agents de la police secrète et servent de mouchards, de provocateurs et d'assommeurs des communistes, il est logique que les maîtres qui embauchent des canailles pareilles ne valent guère mieux.

Jamais personne n'avait poussé l'hypocrisie aussi loin que les socialistes qui ont renié les principes les plus élémentaires de la défense ouvrière. Au Parlement, ils n'ont cessé de voter avec tous les partis bourgeois contre les intérêts et les droits ouvriers conquis lors de la révolution de 1918. Ils ont voté pour la prolongation de la journée de travail, pour le plan Dawes ; ils n'ont rien entrepris contre les spéculateurs de la vie chère, ils n'ont jamais demandé l'amnistie pour les 8.000 communistes. Par contre, c'est Ebert, le président socialiste, qui déclare l'état de siège lorsque, en 1923, la révolution prolétarienne devient menaçante, et les socialistes approuvent ce décret par leur vote ; ce sont eux qui soutiennent Ebert lorsqu'il transmet des pouvoirs dictatoriaux au général fasciste von Seeckt.

Et que font les membres de ce parti d'hypocrites dans la vie privée ? Ils ne cherchent qu'à faire « leur révolution », ils s'efforcent de s'enrichir, de voler la classe ouvrière. Robert Leinert, un des candidats de tête de liste, ne recule pas devant une combinaison louche avec les partis bourgeois pour s'assurer le poste de maire de Hanovre qui lui rapporte 22.000 marks par année. L'ancien chancelier Gustave Bauer, candidat social-démocrate au Reichstag, est membre du conseil d'administration de la grande firme de spéculation « Marx et Simons » qui, jadis, a donné plusieurs centaines de mille marks aux socialistes pour faire la chasse aux spartakistes, à Rosa Luxembourg et à Karl Liebknecht, qui aujourd'hui subventionne tous les réactionnaires pour qu'ils luttent contre le bolchevisme et qui, en 1920, a versé des sommes énormes à la caisse électorale des Allemands-nationaux.

Ce même Bauer siège dans le conseil d'administration du Konzern Barmat où Ernst Heilmann, le président de la fraction socialiste à la Chambre prussienne occupe le poste de contrôleur financier et où le fils du président de la république, Fritz Ebert est secrétaire privé. Les couloirs de cette firme de fraudeurs et de spéculateurs sont fréquentés par les manitous du parti socialiste, tels Otto Wels et le président de la police Richter. Celui-ci, à son tour, a les mains liées avec le chef de la police politique de Severing, Bartels (maintenant en prison) ce fameux faussaire de passe-ports, au service de la contre-révolution et qui est en relation étroite avec Rutisker, président d'une autre grande firme de concussion, etc.

Le *Vorwaerts* a gardé le silence jusqu'à présent sur toutes les questions qui lui ont été posées par la *Rote Fahne*.

Malgré ce silence les renseignements deviennent de plus en plus nombreux et mettent à nu un système de fraudes, d'intrigues, de concussion où les pitoyables socialistes et leurs favoris jouent le rôle principal.

Le Parti communiste dénonce les socialistes et leur république puant de politiciens pourris. Si le soleil de Morgan n'a pas déjà trop ébloui les masses ouvrières, ils donneront bientôt les récompenses méritées à ces crapules.

La campagne électorale

Berlin, 2 décembre. — (*Humanité.*) — Les comités des conseils d'entreprises de l'opposition de Berlin, au cours d'une assemblée générale, ont décidé d'organiser tout de suite la lutte pour le retour des huit heures et l'obtention de plus hauts salaires. Dans ce but, des conférences des conseils d'entreprise seront convoquées à bref délai. En outre, la conférence des comités publie un manifeste demandant à tous les ouvriers de voter sans exception pour le Parti communiste seulement.

Le ministre de Prusse, Severing, vient d'interdire le numéro de *La Jeune Garde*, spécialement consacré aux élections.

A Chemnitz, les communistes ont organisé un grand cortège électoral où participaient plus de 2.000 ouvriers. Les manifestants ont fait des démonstrations devant la prison de la ville. A Berlin, des autos et des camions circulent dans les rues, lançant les tracts et les mots d'ordre du Parti communiste.

Résultats électoraux

Berlin, 2 décembre. — (*Humanité*). — Les élections municipales ont eu lieu dimanche dans le Mecklembourg et la Saxe. Les fascistes sont complètement battus en général. Les social-démocrates ont gagné sur les élections de mai, les communistes ont perdu quelques centaines de voix. On observe une fois de plus le grand nombre des abstentions et le désintéressement de beaucoup d'ouvriers.

Pour l'Egypte

Berlin, 2 décembre. — (*Humanité.*) — Le parti national radical égyptien dont le Comité est à Berlin publie un appel adressé à tous les étudiants radicaux, leur demandant de mener la lutte contre l'impérialisme britannique et déclarant que la IIIe Internationale est la seule organisation qui mène le combat véritable pour la libération plaine et entière du Soudan et de l'Egypte.

***

Berlin, 2 décembre. — (*Humanité.*) — On évalue le nombre des grévistes du textile en Pologne, à 125.000. La police de Lodz a arrêté un certain nombre de communistes.

— Jaworek auteur de l'attentat contre Mgr Seipel a été condamné à trois ans de prison.

— Le traité de commerce anglo-allemand a été signé hier.

LA CRISE ITALIENNE

Une manœuvre de Mussolini

Le message envoyé par Mussolini aux directoires fascistes est un indice sérieux des inquiétudes du dictateur. L'assassinat de Matteoti, les incidents survenus avec les anciens combattants ont entraîné un certain nombre de dissidences dans les rangs fascistes. La démission que nous avons signalée du général Balbo a encore accentué ce progrès de désagrégation.

La manœuvre du dictateur consiste aujourd'hui à tenter un compromis avec l'opposition. C'est ce que Mussolini appelle « la nécessité d'une absolue revision des positions morales, psychologiques et politique du parti ».

Comment l'opposition accueillera-t-elle la manœuvre du duce ? Ce qui est clair, c'est l'indécision des partis du cartel. Le langage des orateurs de Milan est particulièrement caractéristique. « Il faut que le fascisme s'en aille, pour des raisons morales », s'est écrié Amendola, qui s'imagine que sous l'effet de son éloquence, les chemises noires vont céder la place ! Même indécision, même impuissance dans les paroles de Turati, de di Cesaro.

Au cours de la dernière réunion du groupe parlementaire maximaliste, Constantino Lazzari a vivement critiqué l'attitude du parti vis-à-vis des oppositions. Il a été, du reste, le seul de son avis. Les bonzes maximalistes préfèrent l'alliance de Don Sturzo à celle du prolétariat révolutionnaire.

EN YOUGO-SLAVIE

La campagne électorale

Berlin, 1er décembre. — (*Humanité.*) — La campagne électorale en Yougoslavie est très mouvementée. M. Pachitch emploie deux méthodes pour réduire à néant l'opposition constitutionnelle : d'une part, il fait arrêter les membres influents du parti Raditch ; d'autre part, il vient de s'adjoindre au cabinet deux membres croates, et il a fondé un parti gouvernemental officieux croate en opposition au parti républicain croate de Raditch.

LA REACTION ESPAGNOLE

Le soi-disant complot de Vera devant le Conseil suprême

Le conseil suprême de la guerre et de la marine a examiné le dossier des anarchistes arrêtés à Vera et jugés par le conseil de guerre de Pampelune. Le président a estimé inacceptable la sentence acquittant les accusés faute de preuves et le procureur a renouvelé la demande de la peine de mort. Le jugement définitif n'est pas encore rendu.

Au cours des débats, on a une fois de plus affirmé que le complot avait été préparé à Paris où les anarchistes avaient reçu des armes et de l'argent.

EN ANGLETERRE

La réunion du nouveau Parlement

Londres, 2 décembre. — (*Humanité.*) — M. Whitley a été réélu speaker aux Communes.

Mac Donald présidera demain la réunion du Labour Parlementaire qui doit élire son comité exécutif.

Le groupe des députés trade-unionistes, qui avait été constitué pour soutenir l'attitude du gouvernement Mac Donald dans la question trade-unioniste, a tenu séance aujourd'hui. Il a été décidé de maintenir le groupe.

La guerre des loyers

Londres, 2 décembre. — (*Humanité.*) — Kirkwood, député travailliste de la Clyde-Bank, déclare que la question de la guerre des loyers a créé une situation très sérieuse dans la région de la Clyde. Les expulsions doivent être arrêtées à tout prix, dit-il. Il soumettra la question aux Communes.

Purcell pour la Géorgie soviétique

Londres, 2 décembre. — (*Humanité.*) — Purcell, le chef de la délégation trade-unioniste en Russie, se trouve actuellement à Tiflis et annonce aux ouvriers anglais qu'il exprime l'espoir que les efforts pour la régénération de la République soviétique géorgienne seront couronnés de succès.

La répression féroce en Egypte

Londres, 2 décembre. — (*Humanité.*) — Le calme règne au Soudan, répète-t-on dans les cercles diplomatiques. On ne fait pas allusion à l'Egypte, ce qui laisse supposer que là la situation n'est pas aussi favorable pour l'occupant.

Une véritable chasse à l'homme est ouverte, par les autorités militaires d'occupation, contre les révoltés, tant en Egypte qu'au Soudan. La censure ne laisse passer aucunes nouvelles et l'absence de celles-ci peut être prise comme une preuve qu'une répression rigoureuse s'exerce en ce moment.

On croit que la dissolution du Parlement égyptien est imminente.

Des protestations contre l'oppression britannique en Egypte ont été faites au Parlement turc et à la Chambre belge. Des membres de l'opposition ont prononcé des discours violents contre l'Angleterre, mais les chefs des gouvernements turc et belge se sont désolidarisé de ces manifestations et ont déclaré qu'ils resteraient neutres.

Un comité d'action : « Bas les mains en Egypte ! » a été constitué à Bakou. Au cours d'une conversation, Purcell, chef de la délégation trade-unioniste, a déclaré qu'à son retour en Angleterre un comité semblable serait créé ici. Ce projet est également défendu par les anciens soldats anglais qui ont combattu en Orient pendant la guerre.

EN ESTHONIE

L'oppression fut par trop cruelle

Londres, 2 décembre. — (*Humanité.*) — La terreur blanche règne en Esthonie. 20 communistes ont été fusillés après un jugement sommaire par une Cour martiale. Les arrestations en masse continuent.

On annonce officiellement que plus de 60 communistes ont été arrêtés.

Suivant des informations particulières, la révolte a été spontanée et n'a ressemblé en rien à une tentative de révolution organisée. Il apparaît clairement que les événements de dimanche sont le résultat des répressions odieuses exercées depuis plus d'un an par le gouvernement esthonien contre les communistes et les ouvriers organisés. Depuis le printemps dernier, de nombreux syndicats ont été dissous par ordre et le dernier procès des communistes a fait perdre patience aux ouvriers.

Le général Laidoner qui applique la loi martiale a une sinistre réputation. C'est lui qui a déjà exercé la répression contre les ouvriers esthoniens sous Youdenitch. En récompense, il avait reçu une décoration du gouvernement anglais.

LA BATAILLE OUVRIERE INTERNATIONALE

L'offensive patronale contre les mineurs borains

Bruxelles, 1er décembre. — (*Humanité*). — On se souvient que les salaires des mineurs du Borinage devaient être diminués de 8 p. 100 aux termes des conditions de rentrée après leur dernière défaite. En réalité, les salaires sont réduits dans des proportions qui vont jusqu'à 20 p. 100. Actuellement, l'offensive contre les salaires des mineurs atteint le bassin de Charleroi, où on renvoie des ouvriers pour introduire plus facilement des réductions de salaires.

Dans l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques

Le rôle des syndicats sous le régime soviétique

Un des chevaux de bataille de la presse anarcho-réformiste consiste à « démasquer » les syndicats de l'U. R. S. S., à prouver qu'ils sont subventionnés par l'Etat et que, par conséquent, étant sous la dépendance financière de ce dernier, ils ne peuvent mener une politique syndicale indépendante.

Il n'était pas bien difficile de faire une découverte aussi sensationnelle, car dans le compte rendu officiel de la C. G. T. russe pour 1922-24, ainsi que dans les comptes rendus précédents, les subventions reçues sont clairement indiquées dans le budget. Nous pouvons aider nos adversaires démocrates à faire une découverte encore plus sensationnelle. Les syndicats russes vivent en partie aux frais des « patrons ». Ainsi, les organes économiques versent 1 p. 100 du montant des salaires pour l'entretien des comités de fabrique, organes des syndicats sur le lieu du travail, et 1 p. 100 à la caisse syndicale pour l'action culturelle parmi les ouvriers. De plus, les directeurs sont obligés de donner aux comités de fabriques et d'usines des locaux et de pourvoir à leur chauffage et à leur éclairage. Cela est parfaitement naturel dans le pays de la dictature du prolétariat où le pouvoir appartient aux ouvriers et aux paysans et où la production est aux mains d'organes créés par le prolétariat.

Les syndicats sont un instrument de la dictature prolétarienne

Dans l'U. R. S. S., *les syndicats* participent à la constitution des Soviets en y envoyant leurs candidats. Ce sont eux qui proposent les militants nécessaires pour le travail des organes économiques au moment de la formation de ces derniers.

Ils sont ainsi le lien entre le prolétariat et l'Etat qui empêche les organes économiques et les organes de l'Etat de se bureaucratiser, de perdre de vue les besoins et les revendications des ouvriers ; les syndicats contribuent en même temps à intéresser les grandes masses ouvrières à la vie économique et à les entraîner dans une participation active et consciente à l'édification socialiste de l'avenir.

Unité de but

L'unité de but entre les organes économiques, syndicaux et l'Etat en Russie est évidente ; il ne peut donc être parlé de dépendance ou de subordination. Cela ne signifie nullement que les syndicats n'ont pas leurs objectifs particuliers : Diriger la lutte économique dans les entreprises privées autorisées par l'Etat soviétique ; combattre les « déviations bureaucratiques », d'après l'expression de Lénine, qui peuvent se manifester dans les entreprises de l'Etat, éduquer les masses dans l'esprit du communisme, organiser toute la classe ouvrière en vue de consolider la dictature du prolétariat. Mais en réalisant ces tâches, les syndicats ne poursuivent aucun objectif qui soit en contradiction avec les intérêts généraux de l'Etat.

LA VIE DU PARTI

FEDERATION DE LA REGION PARISIENNE

AUX TRESORIERS DE SECTION

I. — Timbres du B. O. P. et cartes de sympathisants

Les trésoriers de section de la Fédération de la Région Parisienne sont invités à régler à la trésorerie fédérale le prix des cartes de sympathisants et des timbres du B.O.P. qu'ils ont vendus.

Ils voudront bien rapporter les invendus ou faire connaître le nom et l'adresse des camarades auxquels ils les ont confiés.

II. — Encaisse disponible

Les trésoriers de section sont priés d'arrêter et de régler leur comptes avec le budget fédéral à la date du 30 novembre et de verser à la trésorerie fédérale la totalité de l'encaisse disponible à cette date.

Ces fonds, conformément à la décision de l'assemblée fédérale de septembre, doivent : 1. Constituer une réserve pour la Fédération de la Région parisienne ; 2. Parer aux éventualités de notre fin d'année.

Ils ne sauraient recevoir d'autre affectation.

III. — Permanences et lieux de réunions

Les renseignements touchant les permanences, leur fonctionnement, leur contenance et leur loyer doivent parvenir à la trésorerie fédérale dans le plus bref délai.

IV. — Rapport financier

Le rapport financier du trésorier fédéral devant contenir la situation financière jusqu'au 1er décembre, ne pourra être distribué aux sections que la semaine prochaine.

LA SEMAINE D'AGITATION DES JEUNESSES COMMUNISTES

Lundi et mardi a commencé la semaine d'agitation des Jeunesses Communistes pendant laquelle plus de 200 réunions d'usines sont organisées. Partout, nos agitateurs ont été écoutés avec sympathie, quelque fois même avec enthousiasme ; partout on s'arrache nos tracts et les jeunes ouvriers applaudissent particulièrement à nos mots d'ordre.

Former des cellules d'usines ! Telle est la forme d'organisation de défense et de lutte préconisée par les Jeunesses, car à l'heure actuelle, la classe ouvrière doit se grouper et se retrancher dans les usines. Devant la faillite du Bloc des gauches annonçant le fascisme en France, les jeunes ouvriers s'attendent à tous les événements.

Lundi, des réunions d'usines particulièrement réussies ont eu lieu chez Draeger, Gnôme et Rhône, Delahaye, Hotchkiss, Petit-Vicart, Matériel Téléphonique, Ateliers Etat, etc.

Mardi : Bon succès à la Compagnie Française des Métaux, Deguingand, Henon, Potin, Dian, Pierrot Gourmand, usine de caoutchouc Wagrel, Franck, Delage, Amilcar, Talbot-Darracq, Arys, etc...

Malgré les flics qui ont déjà arrêté plusieurs de nos camarades, la semaine d'agitation continuera et nos mots d'ordre seront diffusés dans la grande masse des jeunes prolétaires. — *Le Comité Exécutif de la 4e Entente.*

Une motion de l'école de la 4e Entente des Jeunesses communistes

Les élèves de l'Ecole de la 4e Entente des jeunesses, réunis au nombre de 40, délégués des plus importantes jeunesses et rayons de la Région parisienne, applaudissent aux énergiques résolutions qui ont été prises contre la droite et demandent à l'unanimité l'exclusion immédiate de Monatte, Rosmer et Delagarde, saboteurs du Parti et de l'Internationale.

Ils demandent l'exclusion de tous ceux qui se solidariseraient avec ces éléments. — *Le Bureau de l'Ecole de la 4e Entente.*

AVANT LE CONGRES DES NORD-AFRICAINS

Une belle réunion à Asnières

Samedi 29 novembre, nos camarades marocains ont répondu en très grand nombre à la convocation du rayon de Gennevilliers.

La réunion qui eut lieu 14, rue de l'Arbre-Sec, à Asnières, sous la présidence de Mohamed Mortam, obtint un vif succès.

Tour à tour, Ali parlant en arabe et soulevant l'enthousiasme, Brihen, Omar, Mohamed ben Abdallah et Brahim dénoncèrent les conditions dans lesquelles nos frères africains sont arrachés à leur maison natale et soumis en France à la plus honteuse des exploitations.

Au nom de la colonie africaine du rayon de Gennevilliers, nos camarades protestèrent contre une affiche apposée sur les murs de Gennevilliers et d'Asnières et dont les termes sont injurieux et blessants pour les travailleurs marocains. Il fut décidé à l'unanimité qu'une affiche, apposée aux mêmes lieux et places, répondrait comme il convient au comité réactionnaire qui a fait placarder ces injures.

Brihen affirme sa confiance dans le Parti communiste. Quand celui-ci aura conquis l'amitié musulmane, quel que soit le geste qu'il leur demandera d'accomplir, les travailleurs marocains seront avec lui.

Cette belle réunion s'est terminée aux cris de : « Vive l'Internationale communiste ! »

DANS LES FEDERATIONS

Les élus du P. C. en Saône-et-Loire

Samedi et dimanche, les élus du Parti ont parcouru les centres ouvriers et viticoles de Saône-et-Loire.

Les élus S.F.I.O. ont fui partout la contradiction. A Montceau-les-Mines, ils ont placardé des affiches invitant la population « honnête » à se détourner des communistes. Employant déjà des méthodes fascistes, ils ont donné l'ordre, à Chagny et à Montceau, de refuser aux communistes les salles habituelles.

Nous pouvons dire que plus de 2.000 brochures ont été vendues ; 15 à 20.000 ouvriers et cultivateurs ont écouté nos propagandistes. Plusieurs centaines d'adhésions ont été recueillies.

Paul Faure, le chef des social-traîtres, après avoir honteusement calomnié Marcel Cachin, a refusé de se rendre au meeting de Chalon où celui-ci l'attendait. 2.500 assistants ont acclamé notre ami et voté un ordre du jour communiste.

A Autun, Garchery et Muller ont parlé devant 1.000 auditeurs ; Baroux est allé à Geugnon et Ciry-le-Noble. Partout des adhésions ont été recueillies.

Renaud Jean a visité très utilement la région viticole : Givry, St-Gengoux, Busey.

Berthon a parlé à Fleury-la-Montagne, Digoin, Paray-le-Monial, le pays des pèlerinages mais aussi des cheminots, Bourlon et Piquemal à Louhans, Auffray à La Chapelle de Guinchey, à Prissey, à Laroche-Vineuse, Cornavin à Chagny avec D. Renoult, etc., etc.

Le dimanche, Cachin a donné une superbe réunion à Mâcon.

Samedi, au Creusot, Vaillant-Couturier est allé à la sortie des ouvriers devant la porte de l'usine Schneider et les a harangués. Malgré la terreur, plusieurs centaines de travailleurs sont restés autour de lui et l'ont applaudi.

Le lendemain, il a donné une réunion magnifique à Montceau-les-Mines. L'ordre du jour communiste a été acclamé à l'unanimité moins deux voix. A la même heure Daniel Renoult était allé relancer le député Théo Bretin, aux Bois-Francs, gros faubourg minier, et le mettait en échec. A Blanzy-les-Mines, dans la soirée du dimanche, malgré une vive opposition socialiste, l'ordre du jour communiste a triomphé.

Ces deux journées ont été d'ailleurs partout des journées de batailles ardentes entre le communisme et la social-trahison. Journées rudes, mais qui ont marqué de grands progrès pour notre Parti.

A Montluçon

Avec le concours du camarade Aucouturier, des Jeunesses, les cellules ont organisé une série de réunions d'usines qui ont remporté le plus franc succès.

La propagande entreprise par le Parti reçoit partout le meilleur accueil. Et toujours plus nombreux sont les travailleurs qui rejoignent pos organisations après avoir entendu le procès des social-traîtres et du Bloc des gauches.

Le prolétariat de l'Allier permet toutes les espérances pour demain.

Les Fêtes du Peuple

Les *Fêtes du Peuple* donneront le dimanche 14 décembre 1924, à 20 h. 30, au Trocadéro, leur 6e Fête anniversaire de la Fondation. Soli, chœurs, orgue et orchestre, 300 exécutants sous la direction du camarade Albert Doyen.

Programme : *Tristan et Yseult* (Prélude et mort d'Yseult), R. Wagner ; 2. *L'Enfance du Christ* (Deuxième partie : La fuite en Egypte), H. Berlioz ; 3. *Variations symphoniques*, C. Franck ; 4. *Les Indes galantes* (Fête du Soleil), J. Ph. Rameau ; 5. *IIIe Symphonie en ut mineur*, avec orgue, C. Saint-Saëns ; 6. *Euryanthe* (ouverture), Ch. M. de Weber.

Prix des places : Loges, baignoires, fauteuils d'orchestre : 5 fr. la place ; balcon : 3 fr. 50 ; tribunes : 2 fr.

Billets : à l'*Humanité*, 142, rue Montmartre ; à la *Librairie du Travail*, 96, quai Jemmapes ; à *Clarté*, 16, rue Jacques-Callot ; à la librairie de l'*Humanité*, 120, rue Lafayette ; à l'*Union des Syndicats*, 33, rue Grange-aux-Belles.

Aux répétitions des *Fêtes du Peuple*, les mardis, mercredis et vendredis de 20 h. 30 à 22 h. 30, 17, rue de Sambre-et-Meuse. (Métro : Combat).

Et les derniers jours au Trocadéro.

LA VIE SPORTIVE

F. S. T.

LES RESULTATS DU DIMANCHE

FOOTBALL

Coupe fédérale

J. S. Puteaux (1) bat J. S. O. Draveil (1), 4 à 2.
C. S. O. Asnières bat U. S. O. Nord, 3 à 1
C. T. Reims bat U. S. T. Château-Thierry, 3 à 0.
C. S. O. Boucherie (1) bat A. S. A. Musiciens, 7 à 1.
C. S. O. Boucherie (2) bat A. S. Coiffure (3), 5 à 2.
A. S. Coiffure (2) bat C. S. O. Boucherie (3), 9 à 0.

CE QUI SE PREPARE

LA LUTTE ET LA FORCE

La J. S. de Puteaux organise, le jeudi 11 décembre, à la salle de la Coopération de Nanterre, 6, rue de la Mairie, un grand gala de lutte et de force, avec Emile Deriaz, champion du monde de force.

Programme : Soulat (Suresnes) contre Lagest (Nanterre) ; Leclair (Puteaux) contre Hérard (Courbevoie) ; Geffroy (Boulogne) contre Vandersichele (Belge) ; Hirt (Suisse) contre Godard (Puteaux) ; Emile Deriaz, dans ses exercices de force ; Léon Aimé contre Froger ; Binetti (Italien) contre Lefèvre (Suresnes) ; Corbière (deux fois sélectionné aux Jeux Olympiques) contre Georges Michel (Levallois).

Match-revanche : Emile Deriaz contre Laurent le Stéphanois.

Exhibition de boxe : Boivin (Puteaux) contre Leprovost (Suresnes) ; Hue (Puteaux) contre Craudet (Puteaux).

DEMANDE DE MATCH

U. S. P. Montrouge, pour 4e équipe, sur son terrain, les 7 et 14 décembre.

Déplacement en province pour 2e et 3e équipes, à Noël, rayon de 150 kilomètres.

AVIS

Le camarade de Saint-Germain qui, par erreur, a, dimanche, emporté le sac d'un camarade d'Asnières, est prié de le faire parvenir à la commission de football, pour faire l'échange.

Le sens du 5e Congrès Mondial

L'exemplaire franco ...	0 60
Les 10..... —	5 »
Le 100..... —	36 50

En vente :
A la Librairie de l'*Humanité*, rue Lafayette, 120, Paris (10e). Chèque postal 25.517 ; Téléphone : Nord 39-30.

FEUILLETON DU 3 DECEMBRE 1924 — 11

La Maisonnette sur le Volga

par **Stepniak-Kravtchinsky**

VII

— Niania ! cria Katia pâle comme la mort, en s'élançant vers la vieille. On vient te chercher. Cours chez lui, cache-le, sauve-le ! Vite, vite, ma chérie ! Je tâcherai de les retenir le plus longtemps possible dans la maison.

Oubliant son âge, la vieille descendit l'escalier quatre à quatre. Katia avait peine à la suivre. Un coup de sonnette brusque, impérieux, retentit dans l'antichambre.

Katia courut à la porte et se hâta d'ouvrir pour faire cesser le bruit. Un jeune officier de gendarmerie entra, accompagné d'un procureur en civil.

— Doucement ! Il y a une malade dans la maison, dit Katia.

— Excusez-nous, madame, de vous avoir dérangée, mais c'est notre devoir, fit le procureur avec un salut courtois.

Il connaissait Kroutikov, et le gouverneur lui avait donné des instructions spéciales en lui recommandant d'épargner autant que possible les futurs parents de son protégé.

— Qu'y a-t-il pour votre service ? demanda Katia.

— D'après les renseignements que nous avons reçus, un criminel évadé se cache dans votre maison.

— Vous voulez parler de notre hôte, Vladimir Pétrovitch Volguine ? J'ignore tout de sa culpabilité.

— Je n'en doute pas, Madame, fit avec empressement le procureur, quoique intérieurement il fût persuadé du contraire. Nous n'avons absolument aucun grief contre votre famille. Mais nous avons l'ordre d'arrêter la personne qui se dissimule sous le nom de Volguine.

— Il n'est pas dans cette maison, fit Katia d'un ton ferme.

— Tiens, tiens ! Où donc a-t-il pu passer ? demanda le procureur avec une pointe de raillerie.

— Il est parti brusquement, dit Katia.

— Voudriez-vous avoir l'amabilité de me dire quand ?

— Hier, après déjeuner, répondit Katia, se ressouvenant de la tentative de fuite de Vladimir.

« Ah ! pourquoi faut-il que nous l'ayons rencontré à ce moment ? », songea-t-elle.

— Alors, il est parti ainsi sans rien dire? demanda ironiquement le procureur.

— Sans rien dire à personne, répondit Katia.

— Drôle de visiteur ! ne put s'empêcher de remarquer le procureur. Je le regrette beaucoup, ajouta-t-il d'un ton sérieux, mais je dois procéder à une perquisition

— Vous avez un ordre écrit ? demanda Katia.

— C'est tout à fait inutile, dit sévèrement le procureur. Il voulait ajouter en guise d'avertissement quelques paroles assez rudes, mais il se retint. — D'ailleurs, dit-il en s'adressant à son compagnon Ivan Ivanovitch, n'avez-vous pas par hasard sur vous le papier en question ?

L'officier de gendarmerie tira de sa poche une grande feuille pliée en quatre et la tendit à Katia. Cette dernière la déplia et se mit à la lire, ou plutôt à la tenir devant ses yeux, car l'émotion l'empêchait de distinguer les mots.

Le procureur attendait avec impatience.

— Excusez, fit-il d'un ton aigre-doux ; l'écriture de notre employé n'est peut-être pas très lisible et nous n'avons pas le temps d'attendre. Si vous le voulez bien, nous commencerons la visite des chambres.

Katia le conduisit dans les différentes pièces.

Pendant ce temps, une scène d'un autre genre avait lieu dans le pavillon. Dès qu'il avait entendu le roulement des voitures, Vladimir, lui aussi, avait couru à la fenêtre et, à la lueur des lanternes, avait reconnu les gendarmes.

« Il m'a dénoncé, la canaille ! » gronda-t-il.

Sa première pensée fut de s'élancer dans le jardin, de le franchir en quelques bonds et de se sauver dans le bois. Mais il vit deux gendarmes qui tournaient déjà autour de la maison. La retraite était coupée. Il était cerné, traqué comme une bête fauve.

« Je me ferai un passage », décida-t-il, et il s'élança vers la porte pour prendre dans la cour une hache, une barre de fer, une trique, une arme quelconque. Mais, sur le seuil, il heurta à la vieille bonne qui, essoufflée, accourait chez lui et qu'il faillit renverser.

— Maître, mademoiselle m'a chargée de te saluer et de te dire qu'on est venu te chercher pour t'arrêter.

— Je sais, je sais. Eh bien ?

— Mademoiselle m'a ordonné de te cacher quelque part. Alors, viens, je t'enfermerai dans la dépense.

— Alors, dans le débarras.

— Ils viendront aussi dans le débarras.

— Eh bien, au fenil, dans le foin.

— Ils m'y trouveront, ils retourneront tout le foin, ils donneront des coups de sabre dedans.

La vieille de désespoir leva les bras au ciel.

— Mon Dieu Seigneur ! Ils n'ont pas de pitié ! Des coups de sabre ! Alors, où veux-tu que je te cache, maître ? Tu n'es pas un dé à coudre, je ne puis te mettre dans ma poche.

— Rien à faire, ma bonne vieille, dit Vladimir. Ah, mais, au fait, qu'est-ce qu'il y a là ? demanda-t-il, en indiquant du doigt le plafond, où l'on distinguait, au-dessus du lit, un petit anneau qui devait servir à ouvrir une trappe.

— C'est le grenier ; il y a là des tonnelets avec des pommes séchées.

— Eh bien, je m'y cacherai.

Il posa une petite table sur le lit, mit une chaise dessus, y grimpa, ouvrit la trappe et, par un rétablissement des poignets se hissa rapidement dans le grenier.

Passant alors la tête dans l'ouverture, il dit à la vieille d'enlever la table et la chaise et de remettre le lit en ordre. Puis, parcourant des yeux la chambre, il aperçut son chapeau dans un coin.

— Donne-le moi, grand'mère, dit-il ; encore heureux que je l'aie remarqué !

La vieille mit le chapeau au bout d'un manche à balai et le lui tendit. Vladimir le prit et rabattit soigneusement la trappe. Il croyait avoir avoir tout prévu. Mais il avait oublié le principal : il n'avait pas dévissé l'anneau, ce qui aurait rendu la trappe à peu près invisible.

La vieille bonne fit exactement ce qu'il lui avait dit. Elle reporta la chaise dans l'antichambre et remit la table à sa place. Au moment de refaire le lit, elle eut une inspiration heureuse.

— Si je me couchais dessus pour faire croire que je demeure ici ? Ils ne viendront pas, les canailles, chercher notre jeune maître aux côtés d'une vieille bonne femme.

Elle enleva rapidement ses chaussures, son caraco et sa jupe, éteignit la bougie et s'introduisit sous la couverture.

Elle n'eut pas longtemps à attendre. Le procureur examinait attentivement tous les coins et recoins de la maison. Katia ne voulait pas le laisser entrer dans la chambre de sa mère, mais il insista et déclara qu'il serait obligé d'employer la force. Néanmoins, il promit de ne pas déranger la malade et entra seul, laissant l'officier de gendarmerie derrière la porte.

— Katia, c'est toi ? demanda la mère à moitié endormie.

— Oui, maman, c'est moi. Dormez, dormez, fit la jeune fille.

— Qu'est-ce ? Il me semble avoir entendu un coup de sonnette en bas, continua la malade.

— Ce n'est rien. Ce sont des remèdes qu'on a apportés. Dormez, maman, dit Katia d'une voix persuasive.

Pendant ce temps, le procureur inspectait la pièce. Il ne s'y trouvait rien de suspect. Il jeta un coup d'œil dans l'armoire, mais il n'y vit que des jupes et des robes de femme. Il examina attentivement le lit où, sous une fine couverture ouatée, reposait la malade. S'étant baissé, il releva le couvre-sommier et regarda sous le lit. Mais il n'y vit pas le criminel. Dans un coin se trouvait une vieille malle de grandes dimensions. D'un geste, il ordonna de l'ouvrir. Mais, là non plus, il n'y avait personne.

Il sortit sans mot dire et descendit au rez-de-chaussée.

(*A suivre.*)

Vie Economique et Sociale

Les leçons de la grève du Textile de la région de Rouen

A la suite d'une manifestation grandiose, les grévistes de Malaunay-le-Houlme et de Monville reprennent le travail en chantant l'*Internationale*

Après cinq semaines d'une lutte admirable de courage nos 2.300 camarades de Malaunay-le-Houlme et Monville viennent de reprendre le travail à la suite d'une décision du Comité de grève qui fut unanimement approuvée.

Bien que le mouvement fût toujours solide, que le moral des grévistes fût resté excellent sans qu'aucune défection ne se fût produite parmi eux, les militants responsables ont agi sagement en préconisant la reprise générale du travail.

Les résultats matériels obtenus ne sont pas très importants en regard des revendications posées et des bas salaires pratiqués dans toute la région de Rouen. 5 p. cent d'augmentation sur le salaire global, majoration du sursalaire familial de 10 fr. par mois et par enfant, ce n'est pas cela qui fera disparaître la gêne et supprimera les trop nombreuses privations que s'imposent des milliers de familles ouvrières dans cete grande région textile où sévit la plus ignoble, la plus écœurante exploitation patronale.

Mais à côté du résultat matériel, il y a le résultat moral. Pendant cinq semaines 2.300 ouvriers et ouvrières ont tenu en échec un des patronat les plus puissamment organisés de notre industrie. Ils reprennent le travail la tête haute, rentrant dans leurs usines en manifestant et chantant l'*Internationale*. Malgré les nombreuses lettres de renvoi envoyées plus particulièrement aux contremaîtres moneurs de chaînes et employés qui avaient eu le courage de faire cause commune avec ceux qui revendiquaient le droit pour eux et leurs gosses de manger à leur faim, les 2.300 grévistes de Malaunay-le-Houlme et Monville, dont cinq semaines de lutte n'avaient pas émoussé la combativité, ont su imposer à l'autoritarisme de leurs patrons leurs conditions de reprise du travail, ne laissant à leur orgueil affolé de représailles *pas une seule victime*. Tous et toutes ont repris la place qu'ils occupaient dans les usines au départ de la grève. Une solidarité et une conscience de classe s'est créée chez ces 2.300 travailleurs. Nous appelons cela une victoire qui, dans un avenir prochain portera ses fruits, car nous assistons au début d'une agitation sérieuse du prolétariat textile de cette région de Rouen, prémices heureuses d'une action méthodique et coordonnée qui dressera contre la puissante Fédération patronale les 30.000 exploités du textile rouennais.

Les leçons et les enseignements de cette grève ne seront pas perdus ; les camarades ont compris que la volonté et l'esprit de sacrifice pour si grands qu'ils soient ne peuvent suppléer au manque d'organisation et de préparation ; que les grèves partielles et spontanées en face de la formidable centralisation des forces patronales, obéissant à une discipline sévère, sont inévitablement vouées à l'échec.

Que c'est folie que d'engager la bataille dans une localité quand d'autres localités voisines, de même industrie, sont dans l'impossibilité de participer à l'action, quand dans la localité, des usines ne pourront cesser le travail, quand dans l'usine de tissage seul pourra répondre aux mots d'ordre de grève et que la filature travaillera.

C'est la grande leçon que nos camarades de Malaunay-le-Houlme et Monville ont comprise. Le syndicat textile de Rouen, l'U. D. de la Seine-Inférieure et la Fédération Unitaire Textile vont travailler de concert à faire pénétrer cette grande vérité dans l'esprit de tous les ouvriers et ouvrières de la région rouennaise et, de force à force, de puissance à puissance, la prochaine bataille s'engagera contre les rapaces du Textile. — RICHETTA.

Les travailleurs du port de Sidi-Abdallah (Tunisie) et le droit syndical

Le syndicat des travailleurs réunis du port de Sidi-Abdallah adresse au sujet du droit syndical qui leur est refusé une protestation au président du conseil :

« Dès que, par la voie de la presse, nous eûmes connaissance que le gouvernement avait donné l'ordre à toutes les autorités civiles et militaires de reprendre les relations avec les syndicats ouvriers, nous envoyâmes, comme par le passé, les noms des membres du bureau de notre organisation à la préfecture maritime de Bizerte et aux différentes directions de l'arsenal de Sidi-Abdallah.

« Toutes les directions répondirent qu'elles ne voyaient aucun inconvénient à ce que les relations soient reprises et qu'elles attendaient les ordres supérieurs les autorisant. La préfecture maritime seule, par de faux-fuyants, s'y opposa.

« Devant cet acte d'arbitraire nous crûmes bon d'aviser, par télégramme en date du 10 octobre, M. le ministre de la marine ; celui-ci fit mieux : il ne daigna même pas nous répondre. « *Pensant que le télégramme n'était peut-être pas arrivé à destination* », nous en envoyâmes un deuxième le 20 octobre qui, naturellement, prit le même chemin que le premier.

« Etant convaincus que l'attitude du ministre de la marine ne repose que sur l'inexactitude des renseignements fournis par la préfecture maritime, nous nous tenons à votre disposition pour vous fournir toute la documentation militant en notre faveur que vous désirerez.

« Nous espérons que vous nous ferez savoir si l'ordre donné par le gouvernement en ce qui concerne la reprise des relations entre les syndicats et les autorités touche notre organisation et la préfecture maritime de Bizerte. »

Union des Syndicats de la Seine

Ce soir, a 20 h. 30, salle Mathurin-Moreau. Comité Général. Présence indispensable de tous les délégués.

COMITES INTERSYNDICAUX

Demain, à 20 h. 30, petite salle de l'Union, 33, rue de la Grange-aux-Belles. Assemblée générale des Commissions exécutives des C. I. — *Le Bureau de l'Union.*

La Russie Nouvelle
REVUE OUVRIÈRE INTERNATIONALE ILLUSTRÉE
5 Rue Mazagran Paris

Dans les Syndicats de la Seine

FEDERATION NATIONALE DES JEUNESSES SYNDICALISTES DES P.T.T.

L'assemblée générale des Jeunesses des P.T.T. de la Seine, réunie le 28 novembre, devant le sabotage et l'obstruction organisée par la minorité anarcho-syndicaliste, décide de lever la séance laissant toute la responsabilité de cette détermination à la minorité.

Réunie d'autre part la majorité de l'assemblée, voue au mépris de la classe ouvrière certains minoritaires responsables de la désorganisation des Jeunesses de la Seine.

Elle mandate le bureau et la C.E. pour qu'à la prochaine assemblée des dispositions soient prises pour faire respecter le droit de parole et la libre discussion.

La majorité réprouve les mensonges du journal l' « Unitaire des P.T.T. » traitant de la question des ex-jeunes facteurs algériens. Elle précise sur ce point que les camarades députés communistes n'ont fait que défendre les intérêts de tous les travailleurs des P.T.T. sans distinction de catégorie.

La majorité ne saurait laisser passer sous silence les mensonges qui n'ont qu'un but, affirer les camarades algériens dans les rangs de la minorité.

En conclusion, elle précise que la minorité est alliée aux réformistes de la rue Lafayette pour le seul but de diviser la classe ouvrière et livrer les traavileurs au gouvernement du Bloc des gauches.

Par cette alliance, la minorité anarcho-syndicaliste prouve qu'elle peut être considérée au même titre que les réformistes.

La majorité de l'assemblée lève la séance au chant de l' « Internationale » et au cri de : A bas les scissionnistes ! Vive la C.G.T.U. ! Vive l'I.S.R. !

SYNDICAT DE LA MAROQUINERIE ET DE L'ARTICLE DE VOYAGE

Les camarades maroquiniers étant sans travail et se présentant chez Croizet, 26, rue de Saintonge, sont priés de se renseigner auprès des ouvriers de cette maison des prix payés, car ce patron tente une forte diminution de prix auprès des débutants dans ses ateliers.

Réunion de la Commission de propagande à 8 h. 30 précises, Bureau 9, 2e étage, Bourse du Travail.

UNION DES CHARPENTIERS DE LA SEINE

Le syndicat a ouvert deux cours de trait pour tous les corporants, syndiqués ou non, l'un à Paris, 8, avenue Mathurin-Moreau (10e), l'autre, 29, avenue de la Défense, à Puteaux. Ces cours fonctionnent tous les lundis, mardis et jeudis, à 20 h. 30. Se faire inscrire tous les jours de cours aux adresses ci-dessus.

CHEZ LES TERRASSIERS

Quel préfet ?

Il y a dans le département de la Seine deux préfets. Un préfet de police et un préfet de la Seine. Lequel des deux a le droit d'empêcher des travaux déclarés et reconnus d'utilité publique de se continuer lorsque ces travaux sont en voie d'exécution ? Nous ne le savons pas ! Cependant, il faudra bien que quelqu'un nous dise à l'approche de l'hiver, c'est-à-dire au moment ou le chômage rend la vie impossible aux terrassiers, qui est responsable de l'arrêt des travaux indispensables et urgents.

Nous ne parlons pas ici pour les ravaux de la Compagnie de l'Est qui ont été commencés sans autorisation et sans avoir au préalable pourvu au logement des locataires expropriés. Les terrassiers étant hélas ! encore tous des locataires comprennent très bien la situation faite à leurs semblables.

Mais il n'en semble pas de même pour des travaux qui s'exécutent dans le centre de Paris ; travaux urgents pour la pose des câbles électriques et qui obligent à creuser des tranchées dans les rues. Pourquoi arrête-t-on ces travaux en cours d'exécution pour les reprendre au printemps ? Nous n'en voyons pas la raison. Au printemps il faudra que tous les inconvénients des travaux publics se subissent !

Peut-être que MM. les deux préfets sont obsédés par les journaleux en mal de copie qui se plaignent (ne sachant que dire de plus intéressant) des travaux qui se font pourtant pour leur commodité et pour l'assainissement et l'embellissement de la capitale.

Peut-être aussi, ces messieurs croient-ils plus nécessaire d'écouter les doléances de quelque vieille douairière allant chercher des consolations spirituelles et peut-être bien corporelles dans l'ombre propice d'un confessionnal de la Madeleine ; ou aussi la prétention d'un vieux dineur de chez Poccardi qui craint de souiller ses escarpins vernis au contact de la terre fournie par les tranchées toutes pacifiques d'ailleurs qui doivent être creusées devant ces deux établissements .

Nous n'en savons rien encore une fois. Mais nous savons qu'il y a des travaux à exécuter d'urgence, qu'il y a de l'argent en réserve pour les faire et qu'il n'y a pas lieu de renvoyer leur exécution à plus tard. Plus tard, il y aura autre chose à faire.

Nous demandons une réponse à l'un des deux préfets compétents. — *Le secrétaire :* FRAGO.

CHAMBRE SYNDICALE DE LA MAÇONNERIE PIERRE

Une protestation

Le conseil de la Maçonnerie-Pierre, réuni le 1er décembre, 49, rue de Bretagne, ayant eu connaissance de l'intervention de partipris du S.U.B. et du syndicat des Terrassiers par la voix de leurs secrétaires, contre notre organisation au sujet des salles de la Bourse du Travail qui étaient mises à notre disposition par des syndicats sympathiques — intervention ayant pour but de nuire à notre développement syndical, en mettant la Commission administrative de la Bourse du Travail dans l'obligation de nous chasser de la Bourse, proteste avec énergie contre de telles actions antisyndicales de la part de ces syndicats et se déclare résolu à faire valoir ses droits, par tous les moyens, pour obtenir son siège à la Bourse du Travail.

Le conseil signale à tous les ouvriers organisés du bâtiment de la Seine l'attitude néfaste exercée contre nous par des individualités que nous ne reconnaissons pas comme l'émanation directe de la classe ouvrière organisée.

Déclare agir en conséquence si satisfaction ne nous était pas donnée. En appelle aux camarades de notre corporation qui sont restés au S.U.B. de réprouver de tels actes en venant rejoindre notre chambre syndicale de la maçonnerie.

Le conseil déclare rendre responsables de leurs actes ceux qui approuveraient ces méthodes de division ouvrière.

Il fixe son siège provisoire, à la Maison des Syndicats, 33, rue de la Grange-aux-Belles, avec tous les syndicats du bâtiment de la Seine restés fidèles à la C.G.T.U. — *Le Conseil syndical.*

SEMAINE D'ADHESION

Soirée organisée par le Cercle des Coopérateurs communistes et Révolution, Dimanche.

LE FEU

Présences et allocutions assurées de Mme Lara et Henri Barbusse. Prix d'entrée, 3 francs.

En vente à l'*Humanité*, 142, rue Montmartre, Librairie du Parti, 120, rue Lafayette, Maison commune, 49, rue de Bretagne.

A Digat le magnifique

Que n'avons-nous eu le plaisir, mon cher Digat, de recueillir de ta bouche célèbre, dans notre meeting du 25, le haut enseignement de ton puissant génie !

Nous avons amèrement regretté l'éclipse malheureuse du grand soleil que nous attendions avec recueillement.

Il faut te l'avouer, mon cher camarade, les misérables vers que nous sommes attendaient ta lumière dans une sorte de frénésie mystique. Hélas ! tu n'as pas daigné nous dispenser tes rayons. Notre affliction est profonde.

Vois-tu, Digat, notre appel à la contradiction n'était qu'un misérable subterfuge. Pauvres humains que nous sommes ! nous aspirions de toutes nos forces à la vérité syndicale et sachant que tu en es le seul détenteur, nous avons usé de ce moyen pour nous permettre de recevoir l'enseignement sacré.

Hélas ! ta haute spiritualité n'a pas daigné se commettre dans cette assemblée de méprisables flotes. Pleurons, mes frères ! le divin nous repousse !

Ce meeting, nous as-tu fait savoir, dans ce style distant qui est bien l'apanage des êtres surnaturels, ne pouvait être un meeting de documentation.

Nous n'en pouvions douter, ô maître, et c'est cette documentation que nous appelions par ta présence et cela de toutes les fibres de nos êtres pitoyables.

Comme tu as raison de nous repousser du pied, toi qui évolues aujourd'hui dans les sphères éthérées du pouvoir officiel !

Ta présence vénérable et respectée au sein des doctes assemblées gouvernementales qui assurent à ton cerveau l'atmosphère digne de ta pure intelligence, te donne le droit d'écraser de ta hauteur géante les misérables ignares que nous sommes.

Heureux Digat ! la fatuité, la morgue et l'insolence sont bien les attributs du roturier qui se croit pair ; tu te les devais bien dans cette ambiance sottement bourgeoise stupidement ambitieuse où tu te frottes amoureusement aujourd'hui.

La bêtise est l'attribut des orgueilleux, Digat ! Depuis quelques mois, depuis que la grâce officielle a désigné ta prétention à l'attention des hommes, ton orgueil est incommensurable. Nous voilà donc fixés ! Mais hélas ! combien funeste cette hystérie malheureuse pour les intérêts de la classe ouvrière.

A bientôt, quand même, cher camarade. Nous ne manquerons pas de te convoquer. C'est la masse qui doit juger, craindrais-tu sa sentence. — BARON, *secrétaire technique des Agents de la Fédération postale unitaire.*

Les exploits de M. Vautour

Les locataires d'un immeuble ont voté la grève des loyers

Mme Lebert possède 7, rue Théodore-Leducq, à Pantin, des immeubles groupant 437 locataires. Parmi eux, cent ont reçu congé pour ne pas avoir accepté les 140 % d'augmentation demandés par la propriétaire.

Ces locataires, qui sont organisés, sont décidés à résister jusqu'au bout. Ils ont voté la grève des loyers. Ils faut que les autres locataires de la localité les aident dans cette action.

La section des locataires de Pantin organise un grand meeting qui aura lieu le dimanche 7, à 14 h. 30, 96, rue de Paris. Que tous les Pantinois répondent présents.

On continue à expulser

On a expulsé hier une concierge de la rue Oudin sans motif plausible. Cette femme a perdu deux fils pendant la grande tuerie. La perte de ses deux fils a rendu le père fou ; il est à Ville-Evrard.

De plus, cette femme a à sa charge un enfant de 13 ans, fils de sa fille, morte depuis longtemps.

L'auteur de cet acte scandaleux est Me Bouvy, huissier, rue Monge, qui a procédé à l'expulsion, secondé par le commissaire du quartier.

Que pense M. Herriot de cette façon de mettre en application les promesses d'avant le 11 mai.

Souscrivez pour le Parti !

Sommes reçues à *l'Humanité*

Mme Larchet, Paris, 10 ; Mme Roland, St-Martin-d'Ecublée, 8 ; Un réfugié, Tourcoing, 10 ; F. Jolly, Crèves, 10 ; Cipière Noël, Crausac, 10 ; Thoine, 20 ; Anonyme, 10 ; Groupe italien, Nanterre, 143 ; Gravière, Saint-Denis, 5 ; Blanc, 15 ; Bourjon, 2 70 ; Camarade D., Saint-Mandé, 1.000 ; Anonyme, 10 ; Delesalle, Roubaix, 50 ; Jigé, Soissons, 5 ; Delembert, Libourne, 2 ; Adam, 10 ; L. Durand, 10 ; Salvestre Gérolamo, Drocourt, 315 ; Sauvincenvos, Montrouge, 30 ; E. Stumans, La Crayère, 4 ; Laurent Lucien, Foucquevillers, 60 ; Bordier Perret, Paris, 50 ; Langlois, 20 ; Groupe de Nanteuil-les-Meaux, 55 ; Tranchessec, Paris, 20 ; Just Paul, 10 ; Cherreau, 10 : Albert, 10 ; M. Lheury, bureau 421, Paris, 60 ; Gendre, 10 ; Bolze Paul, 10 ; Lucien Fombaron, 2 ; Couteille, 1 35 ; Blondeau, Beaugy, 5 ; Raoul Bernard, Neuilly-sur-Marne, 5 ; Vilatte, Bagnolet, 25 ; J. Chabridon, Désertines, 75 ; ANonyme, 10 ; Liste 14728, 60 ; Un lecteur de l'*Huma*, 10 ; Sportifs du C.R. de Champagne, 10 ; Proin, 20 ; Lochard, 20 ; Section de Coulommiers, 116 20 ; Anonyme, 10 ; J. Clément, Paris, 10 ; Durupt Paul, Saint-Léger, 25 ; Jolly, Trève, 3 ; Hugonnard, Pantin, 25.

Anonyme, 25 : Baladier, 6 30 ; Un groupe de camarades italiens, 20 ; Marie Roch, 2 ; Moiroud, Vasselin, 2 ; Duboulon, Kremlin-Bicêtre, 11 90 ; Coiret, 20 ; Castelin, Dreux, 5 ; Cornuelle, 45 ; Leroux Léon, 10 ; Ferriol, Paris, 2 ; Le Proux, Morlaix, 5 ; Blondeau, 10 ; E. G., 20 ; Giroux, 180 ; Une partie de dés, à Nanterre, 8 50 ; Un instituteur de la Côte-d'Or, 15 ; Longeat, Guérigny, 10 ; Carouge Sarazins, 10 ; Collard, Denain, 5.

Mme Bardeau, Saint-Ouen, 10 ; Chavaud. Mme Bardeau, St-Ouen, 10 ; Chavaud, Paris (17e), 10 ; Govignon, liste 14.354, 18 ;Bonnefoux à Charenton, 5 ; Thomas Cailloux, Clamecy,5; Le Tallec, 10 ; Un espérantiste, 10 ; Daidenc, 10 ; Saurpinc, 15 ; Baptiste, 10 ; Un sympathisant, Romainville, 10 ; Paul Girauld, Thaul Hoa, 40 ; Roch Henri, Saint-Claude, 5 ; Ch. Nahé, Pré-Saint-Gervais, 5 ; Un camarade de la clase 24, 5 ; Cosset, Clamart, 5 ; Groupe sportif de Versailles, 5 20 ; Eug. Ledon, 5 ; Robert-Boverg, Beauvais, 5 ; G. Gerbault, Notant-en-Graçay, 5 ; Anonyme, 40 ; Civade, Les Ayées, 5 ; Léon Brocarot, Morez-du-Jura, 20 ; Marie Roch, 2 ; Tournier, 20 ; L. N., 10 ; Groupe de commerçants symp., liste 14.357, 73 ; Pour un frère, 5 ; Buraud, Persan, 15 ; C. Carré, Puteaux, 10 ; Fernand Daix, Jardin des Plantes, 15 ; Une Catalane, 10 ; H. Crétin, Belleville, Verdun, 20 ; R. Théodore, 0 50 ; O. Mauy, Lastioule, 25 ; Buiraud, Paris, 18e, 5 ; Un adhérent et deux sympathisants, 30 ; Chévy, Paris, 25 ; Syndicat des Employés 25 ; Eug. Renaud, Paris, 9e, 2 ; J. Erhardt, Noisy-le-Sec, 10 ; Panait Istrati, Maxvaux, 30 ; Jean Naïss, 5 ; Just, Chevreau, Ambelloises et Hais, 40 ; E. Bertrand, Bapanne, 20.

Anonyme, 5 ; Toulon, 5 ; Eug. Destombes, Somme, 5 ; Process, 10 ; Martenot Villequiers, 5 ; Marthe Bourgeois, Gennevilliers, 13 50 ; Breuiller, 10 ; Anonyme, 5 ; Damiotte Victor, 4 25 ; Dupuis, 10 ; Branson, 10 ; En souvenir d'une muflerie bourgeoise, 20 ; A. Abilanet, 12 ; Groupe italiens de Saint-Etienne, liste 14838, 370 25.

Lebault, Corbeil, 5 ; Loreau, Arpajon, 5 ; Faivre, 5 ; Lagorce Noël, Romainville, 25 ; P. J. Italien, 10 ; Léon Mabille, New-York City, 17 10 ; G. Ramond, Persan, 18 25 ; Gaston Rivier, 11 ; Marie Roch, 2 ; R. Lecerf, Semeuse (Paris 20e), 9 ; Alphonse Fillion, 5 ; Davis, Pouillet et Tahiti, 40 ; Buttul Vincenzo, liste 14850, 45.

Victor Filibert, Berck-plage, 9 ; Emmanuel Pascal Chagny, 27 50 ; Section de Somain, liste Blot et Clément, 182 ; Anonyme, 10 ;Section des Sables-d'Olonne, versé par Mathé, 40 ; L. Desvignes, Couches-les-Mines, 5 ; Louis Segessemann, Genève, 9 ; Carré Camille, Puteaux, 5 ; Berger, 10 ; Eug. Josse, 15 ; Section de la Celle-Saint-Cloud, 25 ; Camille David, Londres, 50 ; Bertola, Paris (18e), 5 ; Giroux, 120 ; Veyrat, 15 ; Juan Racca, Buenos-Aires, 10.

CERCLE DES COOPÉRATEURS COMMUNISTES ET REVOLUTIONNAIRES DU 17e ARRONDISSEMENT

(144e Section de l'Union des Coopérateurs)

Grand meeting public et contradictoire, aujourd'hui 3 décembre 1924, à 20 h. 30, salle de l'Europe, 2, rue des Batignolles.

Contre la vie chère et les impôts de consommation ; la coopération, son but et son action.

Orateurs : Baroux, député du Bloc Ouvrier et Paysan ; Barraud, de l'Union des Syndicats ; Jégou, des Coopératives.

Nous comptons sur vous et vos compagnes. — *La Commission d'organisation.*

Les adhésions à la coopérative seront reçues à l'issue du meeting.

CELLULES D'ENTREPRISES

Les membres des sections suivantes sont convoqués pour ce soir aux heures et lieux habituels : 19 à 17 h. ; 25, 32, 108 à 17 h. 45 ; 139 à 17 h. 30 ; 143, 181, 182, 188, 204 à 17 h. 30 ; 223 à 18 h. 30 ; 229, 241 à 12 heures ; 242, 252, 263 à 18 heures ; 279 à 18 heures ; 307 à 17 h. 30 ; 308, 314, 319, 345, 373, 386, 391, 397, 407 à 18 h. 30 ; 449 à 18 heures ; 452 à 18 h. 30 ; 471, 473, 523 à 18 h. 30 ; 534, 704 à 20 heures ; 768, 790 à 18 heures ; 803, 805, 806, 811 à 18 h. 15 ; 819 à 18 h. 30 ; 845 à 21 heures ,890.

Cellules 178 et 213. — Causerie sur le plan Dawes. Amener sympathisants.

Cellule 325. — Le jour de réunion est fixé au vendredi, heure habituelle.

Cellule des Galeries Lafayette. — Pas de réunion jusqu'à nouvel ordre.

Cellule 124 de la Bellevilloise. — Réunion à 20 heures 30, salle de la 20e Section, 28, rue Plat.

Premier Rayon. — Le Comité de Rayon, à 20 heures, au 120, rue Lafayette.

Premier Rayon des Jeunesses. — Les camarades des Jeunesses travaillant dans le 1er, 2e, 10e, 18e, 19e et Plaine Saint-Denis sont dans l'obligation d'assister à l'assemblée générale du Rayon jeudi à 20 h. 30, 42, rue Doudeauville. Les camarades des Jeunesses travaillant dans le 19e doivent passer à la permanence « Famille Nouvelle », 214, rue de Crimée, pour être affectés dans une cellule.

Deuxième Rayon. — Tous les camarades travaillant aux Lilas, Pré Saint-Gervais et à l'intérieur des limites ci-dessous : avenue Jean-Jaurès, quai Jemmapes, rue Lancry, boulevard Saint-Martin, place de la République, avenue de la République, avenue Gambetta, rue Belgrand et boulevard Serrurier jusqu'à la Porte de Ménilmontant, doivent s'adresser aux permanences du deuxième Rayon pour leur affectation en cellules, au café de la Bellevilloise, 21, rue Boyer et demander le camarade Norbert, ce soir, de 18 heures 30 à 19 h. 30, et salle de la 11e Section, 5, cité d'Angoulême, mercredi, vendredi, de 18 h. 30 à 19 h. 30 et samedi après-midi, de 14 à 19 heures.

Quatrième Rayon. — Permanence, de 18 h. 30 à 19 h. 30, 49, rue de Bretagne : Renseignements et trésorerie. Tous les membres du Parti doivent assister à leurs réunions de cellules.

Quatrième Rayon des Jeunesses. — Les camarades jeunes travaillant dans le 3e, une partie du 11e, une partie du 12e et Saint-Mandé (4e Rayon) doivent assister obligatoirement à l'assemblée du Rayon le mercredi 3 décembre, à 8 h. 30, à la M. C., 49, rue de Bretagne, 3e.

Cinquième Rayon. — L'assemblée d'information aura lieu aujourd'hui, à 19 heures, 4 bis, rue Pleyel. Ordre du jour : 1. L'activité du Rayon, par le secrétaire ; 2. Les thèses soumises au Congrès ; 3. L'unité syndicale ; 4. Les lettres de Monatte et Rosmer aux membres du Parti.

Huitième Rayon. — 18 h. 30, 11, rue Gracieuse : Comité. Les camarades n'étant pas affectés doivent être présents.

Neuvième Rayon. — Les cellules du 9e Rayon devront désigner 1 délégué par fraction de quatre membres pour l'assemblée délibérative qui aura lieu le 14 décembre, de 9 à 12 et de 2 à 5 heures, 120, rue Lafayette. Ordre du jour : La bolchévisation du Parti ; Bloc Ouvrier et Paysan. Toutes les cellules devront envoyer un délégué au Congrès colonial, le 7 décembre. Réunion du bureau du Rayon lieu convenu, ce soir mercredi, à 18 h. 30.

Douzième Rayon. — A 20 h. 30, local habituel : Comité de Rayon. Présence obligatoire des 15 camarades désignés par la conférence du Rayon. Les camarades désirant participer aux travaux de la Commission de propagande sont invités à donner d'urgence leur nom et adresse au Rayon. Vendredi 5 décembre : Conférence des secrétaires de Rayon.

Treizième Rayon. — Le Comité définitif du 13e Rayon se réunira à 19 heures précises, aujourd'hui mercredi, au siège du Parti, 120, rue Lafayette.

Seizième Rayon Sevran-Livry-Gargan,Vaujours et Tremblay. — A 7 heures, Café de la Poste, à Sevran : Comité de Rayon élargi. Les cellules doivent envoyer 1 ou 2 délégués.

Vingt et unième Rayon. — Camarades du Parti travaillant au Raincy priés de se faire inscrire chez le camarade Pilon, 66, avenue Thiers, mercredi 3 et jeudi 4 décembre, de 18 à 19 heures.

Vingt-cinquième Rayon (Maisons-Alfort). — Communistes travaillant à Maisons-Alfort doivent se faire pointer aux permanences d'aujourd'hui 3 et demain 4, de 18 h. 30 à 19 h. 30, 47, Grande-Rue à Maisons-Alfort.

Vingt-neuvième Rayon. — Permanence de 18 à 19 heures, 3, rue Hoche, à Juvisy. Réunion des secrétaires de section et de cellule dimanche, à 9 heures très précises, à la permanence.

Quarante et unième Rayon. — Les cellules doivent mettre immédiatement en discussion les différentes thèses formant l'ordre du jour du Congrès Fédéral prochain : Situation internationale ; Situation nationale ; Bolchévisation. Elles doivent préparer leurs membres à assister tous au Congrès du Rayon 41, qui aura lieu le 15 décembre. Prévenir le camarade Garay du jour de leur réunion pour lui permettre d'assurer la représentation du Rayon (vendredi 5 et samedi 6 excepté).

11e Jeunesse. — 5 cité d'Angoulême : Membres des jeunesses travaillant dans le 11e sont priés de passer à la permanence à partir de 6 h. 15.

Rayon des Jeunes de Boulogne. — Camarades des Jeunesses travaillant chez Renault (usine A), Niepce, Gratieux, devront se réunir aujourd'hui à la Coopérative, 7 bis, rue Charlot, à Issy-les-Moulineaux, à 18 heures.

Douzième Rayon. — Réunion ce soir, à 21 heures, 1, place de l'Eglise, Levallois : Commission sportive.

CONVOCATIONS REÇUES TROP TARD

Cellules : 108, 162, 746, 791, 6e Rayon, 11e Jeunesse, Coopérative Aubervilliers, C. I. Montreuil.

FRACTIONS COMMUNISTES

Fraction Communiste de l'O. S. C. Levallois. — Réunion ce soir, 21 heures, chez Tartare, après la Commission de football.

Fraction des Parqueteurs. — C. G. T. Lafayette, à 18 heures, 120, rue Lafayette.

FÊTES ET CONFERENCES

18e Section des Locataires organise, samedi 6 décembre, à 20 h. 30, salle de l'Indépendance, 48, rue Duhesme, un grand concert suivi d'un bal de nuit. Elle fait appel à tous les locataires du 18e, aux syndiqués et non syndiqués, aux camarades des Jeunesses, du Club Sportif et du Parti d'assister, le plus nombreux possible, à cette fête. Des artistes de théâtres et des grands concerts de Paris, ainsi que des danseuses russes seront présents. La Coopérative l'Indépendance s'est chargée de la buvette. Les cartes d'entrée sont en vente, pour les grandes personnes, au prix de 3 fr. 50 ; enfants, 1 franc, concert et bal compris. Cartes dans nos permanences, 39, rue Hermel, 69, rue de la Chapelle, 24, rue Poloncceau, 63, rue des Cloys, 37, rue des Abbesses, Vente Populaire, 31, rue Doudeauville ; Boulangerie La Fraternelle, 35, rue Doudeauville ; l'Indépendance, 48, rue Duhesme et chez Garrigues, 20, rue Ordener.

La Fraternelle de Bagnolet. — Samedi 6 décembre, Maison de la Coopération, 70, rue Sadi-Carnot : Grande fête familiale. Importante partie de concert. « Gibier de potence », comédie en 1 acte, de Georges Feydeau ; « Deux jours de Petite », opérette de Dédé, jouées par les artistes de « Nos Loisirs ». Orchestre et chœur de La Fraternelle. A minuit, grande sauterie.

Scieurs, Découpeurs, Mouluriers. — Nous rappelons aux camarades que la fête annuelle des Scieurs, Découpeurs, Mouluriers se tiendra samedi prochain 6 décembre, à 20 h. 30, 94, boulevard Auguste-Blanqui, Paris, 13e. Entrée, concert et bal, 2 fr. 50 ; gratuite pour le senfants au-dessous de 12 ans.

Locataires, 6e Section. — Dimanche 7 décembre, à 20 h. 15, Hôtel des Sociétés Savantes, 8, rue Danton : Fête annuelle avec le concours de Mme Lara, de la Comédie Française et d'artistes des principaux concerts et théâtres, et de l'Harmonie de « La Bellevilloise ». La Phalange Artistique interprétera « La Bigote », comédie en deux actes, de Jules Renard. Entrée 3 francs ; enfants, 1 fr. Billets en vente 16, rue Grégoire-de-Tours, mercredi, vendredi matin, de 9 à 11 heures, et dimanche matin, de 10 à 11 heures.

La Muse Rouge. — Les prochaines goguettes de la Muse Rouge auront lieu, 49, rue de Bretagne, le dimanche 7 décembre, en matinée, à 14 h. 30 ; en soirée, à 20 h. 30. Entrée 2 francs ; enfants, 0 fr. 50.

La Jeunesse de la Chaussure organise une fête, en matinée, le dimanche 7 décembre, à l'Utilité Sociale, 94, boulevard Auguste-Blanqui, 13e. Que les camarades fassent la propagande nécessaire et viennent nombreux pour encourager les jeunes dans l'organisation. Prix d'entrée 3 francs ; enfants, gratuit.

1 AN à 2 ANS DE CREDIT
VOUS SONT OFFERTS
PAR LE CONSORTIUM GÉNÉRAL DE CRÉDIT
56, FAUBOURG SAINT-HONORÉ (*Près la Madeleine*)
Pour tous MOBILIERS ANCIENS ou MODERNES, SIMPLES ou RICHES - Tous STYLES - LUSTRES - BRONZES - TAPIS DESSUS de CHEMINÉES, PIANOS, etc.
INSTALLATIONS D'APPARTEMENTS, BUREAUX, USINES PROPRIÉTÉS, HOTELS, MAGASINS, etc.
AUTOMOBILES Toutes Marques
AU PRIX DU CATALOGUE - NEUVES ET D'OCCASION
Sans Location ventes - Sans Assurances tous Risques
MACHINES INDUSTRIELLES, AGRICOLES, COMMERCIALES, etc.

CONVOCATIONS

ORGANISATIONS CENTRALES

UNION NATIONALE DES MUNICIPALITES COMMUNISTES. — 7e Commission, 1re sous-commission. — 21 heures, rue Lafayette, 120 : Utilisation du pouvoir d'achat des communes.

PARTI COMMUNISTE

5e, JEUNESSE. — 20 heures, rue Gracieuse, 11 : Commission exécutive, 20 h. 30 ; Réunion plénière.

12e, JEUNESSE. — 20 h. 30 : Réunion. Préparation du Congres.

13e, JEUNESSE. — 20 heures, rue de Tolbiac, 93 : Réunion extraordinaire.

14e SECTION — Camarades non affectés dans les cellules d'entreprise devront assister vendredi à la réunion de dissolution de la section.

17e, JEUNESSE. — 21 heures, rue de la Jonquière, 57 : Nomination des délégués au congrès.

18e, LA CHAPELLE. — 21 heures, Maison du Peuple, 65, rue Pajol : Commission administrative.

18e, GOUTTE-D'OR. — 20 h. 30, rue Doudeauville, 42 : Dissolution du groupe. Décisions importantes à prendre.

19e, JEUNESSE. — 20 h. 30, rue de Bellevue, 18 : Le congrès.

ARCUEIL-CACHAN (Jeunesse). — 20 h. 45, rue Besson, 7 : Réunion pour les démobilisés de la classe 23.

BOBIGNY. — 20 h. 30, annexe de la salle. Pointage.

CHARENTON (Jeunesse). — 20 h. 30, au siège, 26, quai des Carrières.

CLAMART (Jeunesse). — 20 h. 30, Maison Commune : Réunion générale.

CRETEIL (Jeunesse). — Jeudi 5 décembre : Réunion.

CORBEIL-ESSONNES (Jeunesse).— 20 h. 30, à la permanence de Corbeil : Les réunions auront lieu tous les mercredis.

MONTROUGE (Jeunesse). — 20 h. 30, avenue de la République.

NANTERRE (Jeunesse). — 20 h. 30, salle de la Coopé : Cercle d'études.

PRE-SAINT-GERVAIS. — 21 heures, chez Vidal : Commission de contrôle de la section.

PUTEAUX. — Réunion extraordinaire de l'ancienne section, à 20 h. 30, Chez-Nous.

SAINT-MAUR. — 20 h. 30, chez Drouet : Commission des fêtes.

SAINT-MAUR (Jeunesse). — 21 heures, salle Drouet : Groupe artistique, répétition chanteur Noël rouge.

SAINT-OUEN (Jeunesse). — 20 h. 30, salle Daudin, 36, rue Montmartre : Commission exécutive.

VANVES (Jeunesse). — 21 heures, annexe de la mairie : Comité exécutif.

PUPILLES

11e SECTION. — 20 heures : Pupilles, 21 heures : Commission de contrôle, 21 h. 30 : Conseil d'administration.

18e, LES ENFANTS DE LA BUTTE. — Les pupilles désirant suivre les cours de violon sont avisés que ceux-ci ont lieu tous les jeudis de 10 à 11 heures.

19e SECTION. — 20 h. 45, rue de Bellevue, 18 : Comité exécutif.

20e, PATRONAGE LAIQUE DE LA BELLEVILLOISE. — Réunion de tous les membres du bureau de travail, au siège, à 20 h. 30.

AULNAY-SOUS-BOIS, LIVRY-GARGAN. — 14 h. 30 au siège, chez Grand : Répétition générale demain.

ASNIERES (L'Aube Rouge). — 20 heures, rue Gramme, 21 : Cours de chant.

BAGNOLET. — De 8 à 9 heures : Ido. 9 heures : Réunion de toutes les commissions. Jeudi à 13 h. 30 les pupilles, à la Coopé. Surveillantes : Mmes Baudiment et Mérot. 20 heures : Cours théâtral. Tous présents et Orphéon Rouge. Répétition.

BOBIGNY. — 20 h. 30 : Conseil d'administration des pupilles.

ISSY-LES-MOULINEAUX. — 20 heures : Cours de chant, rue André-Chénier ; 20 h. 30 : Commission exécutive avec délégués.

IVR